

**RAPPORT
FINANCIER
SEMESTRIEL**

AU 30 JUIN 2020 /



**PUBLICIS
GROUPE**

SOMMAIRE

LE MESSAGE DU PRÉSIDENT	1
1 RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ	3
1.1 Principaux chiffres clés	4
1.2 Environnement macro-économique	5
1.3 Politique RSE du Groupe en 2020	6
1.4 Acquisitions et cessions	7
1.5 Examen de la situation financière et du résultat	8
1.6 Perspectives	14
2 COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS CONDENSÉS AU 30 JUIN 2020	15
2.1 Compte de résultat consolidé	16
2.2 État de résultat global consolidé	17
2.3 Bilan consolidé	18
2.4 Tableau des flux de trésorerie consolidés	19
2.5 Tableau de variation des capitaux propres consolidés	20
2.6 Notes annexes aux comptes consolidés	22
3 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2020	45
4 ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT	47

LE MESSAGE DU PRÉSIDENT

« Les résultats que nous publions aujourd'hui témoignent de la solidité des fondamentaux du Groupe Publicis pour résister à la crise.

Avec une transformation quasi finalisée, un bon début d'année aux États-Unis et la poursuite d'une bonne dynamique en New Business, nous étions partis pour une bonne année 2020.

Comme anticipé, nous avons été affectés par les premières conséquences économiques de la crise du coronavirus au 2nd trimestre. Mais nous avons été en mesure d'en contenir les premiers effets, grâce à notre offre unique qui combine de manière intégrée créativité, média, data et technologie, à l'efficacité de nos services partagés et notre solidité financière.

Notre revenu net a progressé de + 9,7 % au 1^{er} semestre avec la contribution d'Epsilon.

Notre croissance organique s'établit à - 8,0 % au 1^{er} semestre et - 13,0 % au 2nd trimestre, une performance bien supérieure à la baisse de 23 % des dépenses publicitaires mondiales estimée par Zenith ou encore celle de 30 % indiquée par le WFA pour ce trimestre.

La croissance organique aux États-Unis subit une baisse limitée à - 3,3 % au 1^{er} semestre, avec un 2nd trimestre à - 6,8 %, alors même que les dépenses publicitaires ont baissé de 18 % sur cette période, selon les estimations. Nos activités créatives et média étaient encore positives à fin mai. L'Europe a enregistré pour sa part une baisse de la croissance organique de 23,5 % sur le 2nd trimestre, les confinements ayant eu un impact sur la majeure partie du trimestre. En Asie, la performance a été de - 5,7 % sur ce même trimestre, avec une nette amélioration en Chine par rapport au 1^{er} trimestre, même si l'évolution du revenu y reste encore négative et volatile.

Grâce à sa capacité d'adaptation rapide, à son modèle-pays et à sa culture de gestion rigoureuse des coûts, le Groupe a fait la preuve de sa résilience financière au 1^{er} semestre, avec un taux de marge opérationnelle de 13 %, malgré la chute du revenu net depuis mars.

Dans le même temps, nous avons continué d'enregistrer des gains importants de nouveaux budgets dans tous nos pays, comme Sephora en Amérique du Nord, McDonald's en Chine ou la Française des Jeux en France, démontrant ainsi notre capacité à gagner de grandes compétitions grâce à notre modèle unique.

Il ne fait aucun doute que nous allons tous vivre avec le virus et ses conséquences économiques et sociales pendant encore un certain temps, mais Publicis est bien armé pour surmonter cette crise.

Tout d'abord, nous avons les produits et les services dont nos clients ont besoin. Les dernières semaines ont vu une forte hausse de la demande pour toutes les expertises qui ont guidé notre stratégie ces dernières années : first-party data, créativité dynamique, digital-first media et technologie.

La crise a clairement accéléré la pertinence de notre offre. Nous sommes positionnés de manière unique pour aider nos clients à reprendre le contrôle de leur relation client, offrir des expériences personnalisées à grande échelle et réduire leurs coûts tout en augmentant leurs ventes.

Ensuite, dans un monde où notre structure se doit d'être plus horizontale, plus agile et plus connectée, nous opérons désormais véritablement comme une plateforme. Notre organisation de services partagés a fait la preuve de son efficacité et nous avons finalisé la mise en place de notre modèle pays. Cela nous a permis d'être plus réactifs et de répondre immédiatement à tous les besoins de nos clients de manière intégrée. De plus, avec le déploiement mondial de Marcel, 60 000 de nos talents dans le monde disposent désormais d'un moyen unique de partager leur expertise, d'apprendre, de collaborer et de contribuer aux missions de nos clients.

Enfin, nous disposons d'une assise financière très solide et d'une bonne liquidité, qui nous permettront de traverser cette période d'incertitudes.

Au cours du 2nd semestre, nous allons consacrer nos efforts à limiter les impacts de la récession sur notre activité et accélérer le déploiement de notre nouvelle offre pour tous nos clients, tout en continuant à adapter notre base de coûts.

Je souhaite remercier tous nos clients pour leur confiance ainsi que l'ensemble des équipes de Publicis dans le monde. Nos talents sont notre atout le plus précieux, le moteur essentiel de la réussite de nos clients ainsi que de la nôtre. Ils ont fait la preuve d'un engagement, d'une solidarité, d'un dévouement et d'une résilience exceptionnels malgré les difficultés qu'ils ont rencontrées, professionnellement et personnellement, pendant la période de confinement. »



Arthur Sadoun
Président du directoire

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ



1.1	PRINCIPAUX CHIFFRES CLÉS	4	1.5	EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT	8
1.2	ENVIRONNEMENT MACRO-ÉCONOMIQUE	5		Compte de résultat consolidé simplifié	8
1.3	POLITIQUE RSE DU GROUPE EN 2020	6		Bilan et tableau de financement	12
1.4	ACQUISITIONS ET CESSIONS	7	1.6	PERSPECTIVES	14
				Publicis Groupe (société mère du Groupe)	14

Le Conseil de surveillance de Publicis Groupe, réuni le 22 juin 2020 sous la présidence de M. Maurice Lévy, a examiné les résultats du premier semestre 2020, présentés par M. Arthur Sadoun, Président du Directoire.

1.1 PRINCIPAUX CHIFFRES CLÉS

(en millions d'euros, à l'exception des données par action et des %)

	S1 2020	S1 2019	2020 vs. 2019
Données extraites du compte de résultat et du tableau de flux de trésorerie			
Revenu net	4 774	4 352	+ 9,7 %
Revenu des coûts refacturables	504	516	- 2,3 %
Revenu	5 278	4 868	+ 8,4 %
EBITDA	923	885	+ 4,3 %
<i>En % du revenu net</i>	19,3 %	20,3 %	- 100 <i>pdb</i>
Marge opérationnelle hors coûts de transaction ⁽¹⁾	622	652	- 4,6 %
<i>En % du revenu net</i>	13,0 %	15,0 %	- 200 <i>pdb</i>
Marge opérationnelle	622	612	+ 1,6 %
<i>En % du revenu net</i>	13,0 %	14,1 %	- 110 <i>pdb</i>
Résultat opérationnel	254	489	- 48,1 %
Résultat net part du Groupe	136	345	- 60,6 %
Bénéfice par action	0,57	1,49	- 61,7 %
Bénéfice courant par action, dilué ⁽²⁾	1,75	1,98	- 11,6 %
<i>Free cash flow</i> avant variation du BFR	495	491	+ 0,8 %

Données extraites du bilan	30/06/2020	31/12/2019
Total de l'actif	29 624	32 659
Capitaux propres, part du Groupe	7 030	7 401
Endettement financier net (trésorerie nette)	3 221	2 713

(1) Les coûts de transaction liés à l'acquisition d'Epsilon s'élevaient à 40 millions d'euros en 2019.

(2) Résultat net part du Groupe après élimination des pertes de valeur, de l'amortissement des incorporels liés aux acquisitions, des principales plus ou (moins)-values de cession, de la variation de juste valeur des actifs financiers, de la réévaluation des *earn-out* et des frais d'acquisition Epsilon, divisé par le nombre moyen d'actions sur une base diluée.

1.2 ENVIRONNEMENT MACRO-ÉCONOMIQUE

Le second trimestre 2020 a vu la plus forte baisse du PIB jamais enregistrée sur cette période. Cette impressionnante contraction, de - 10 à - 20 %, par rapport au même trimestre de l'année précédente, est naturellement la conséquence de la décision des politiques d'arrêter volontairement l'activité économique, pour contrôler la pandémie mondiale de Covid-19. Cette contraction est inédite par son importance mais aussi par sa nature volontaire. L'importance de la baisse de PIB dépend essentiellement du confinement, dont les modalités et la durée ont été différentes selon les pays.

L'Europe est la plus touchée par la crise sanitaire, en raison des conditions de confinement souvent dures ; la baisse du PIB du second trimestre s'étendrait de - 12,8 % pour l'Allemagne (avec une prévision de - 6,3 % pour l'année 2020) à - 23 % pour la France (- 9 % prévus pour l'année 2020).

La Grande Bretagne a subi un contexte sanitaire comparable, après une période de déni. Le stress du Brexit se rajoute au stress sanitaire. Le PIB devrait chuter de - 15 % au second trimestre, et de - 8 % pour l'année 2020.

Le Japon limite la contraction de son PIB (- 5 %) grâce notamment à sa dépendance de la Chine, dont le PIB devrait progresser de 1 % en 2020.

Les marchés de matières premières, après avoir subi un choc considérable en mars, se sont redressés, ce qui permet d'envisager un avenir moins dégradé pour les pays producteurs, souvent émergents, comme le Brésil (sa baisse du PIB en 2020 serait néanmoins de - 8 %).

L'arrêt volontaire d'activité n'est pas une récession. Les conditions de réouverture des économies et de psychologie de ses acteurs (ménages et entreprises) seront essentielles pour que l'arrêt d'activité ne soit pas suivi par une récession au second semestre. La proactivité et le volontarisme des autorités monétaires et politiques devrait limiter ce risque.

(Toutes données calculées par rapport à la même période de l'année précédente. Source : FACSTET, ou FMI selon indications données dans le commentaire.)

Aux USA, la situation économique s'est dégradée et demeure très incertaine. Le marché de l'emploi a été particulièrement réactif, comme d'habitude, à la dégradation de la conjoncture économique. L'économie américaine, malgré les mesures prises par le gouvernement pour limiter l'impact de la crise sanitaire, a détruit en 3 mois plus de 21 millions d'emplois privés, soit autant d'emplois qu'elle en a créé en 20 ans (l'économie américaine employait 132 millions de salariés dans le secteur privé en 2001 et 152 millions juste avant la crise sanitaire). La situation s'est d'ores et déjà retournée à la suite des mesures de déconfinement prises très tôt dans certains états : les créations d'emplois ont atteint 2,7 millions en mai et 4,8 millions en juin (environ un tiers des emplois détruits ont été recréés en deux mois). Certains indicateurs montrent une vigoureuse reprise, mais les effets d'optique sont nombreux. Les indicateurs avancés comme l'ISM Services (revenu au niveau d'avant la crise) ou la confiance du consommateur (gain de 12,4 points en mai-juin après une chute de 46,9 points en mars-avril) ont repris une bonne partie du terrain perdu. La situation sur le front sanitaire demeure néanmoins difficile, et à l'entame du troisième trimestre, l'épidémie aux USA semble hors de contrôle, en raison de mesures jugées inefficaces et tardives dans certains États, comtés ou villes. Les mesures prises par la Banque Centrale ont permis d'éviter une crise financière. En quelques semaines, les circuits de financement se sont rouverts, et les entreprises ont réussi à se financer malgré un risque de défaut qui habituellement limite l'appétit des investisseurs pour la dette d'entreprise. Malgré toutes les mesures prises par le gouvernement, qui vont se traduire par une forte hausse du déficit, déficit qui devrait atteindre entre 15 et 20 % du PIB en 2020, la baisse du PIB devrait être de - 8 % en 2020 selon le FMI, particulièrement concentrée au second trimestre (- 11,9 % selon le consensus des économistes de Factset). L'incertitude demeure importante pour le troisième trimestre.

L'économie de la zone euro repart lentement, après un confinement sévère dans les pays du Sud. La zone euro a été touchée par la crise sanitaire avant les USA, et les conditions de confinement y ont été plus dures, notamment pour les pays du Sud (Italie, France, Espagne). Ces éléments expliquent pourquoi la baisse d'activité est plus importante en Europe : la contraction du PIB pourrait être supérieure à 10 % selon le FMI. Les gouvernements nationaux et la BCE ont déployé des dispositifs de soutien à l'activité, portant sur des montants considérables, comme aux USA. Ces mesures de soutien devraient être complétées par des mesures de relance au niveau européen, pour un montant total de 750 milliards d'euros. La chute du PIB est inédite au second trimestre : les économistes du consensus Factset prévoient des baisses de PIB de - 12,8 % pour l'Allemagne, de - 23 % pour la France, de - 17,2 % pour l'Italie, - 19,1 % pour l'Espagne... L'Allemagne est de loin le pays le moins touché, probablement parce qu'il a consenti le plus gros effort de soutien à son économie. La crise sanitaire accroît les écarts de performance économique existants.

En Grande Bretagne, le scénario est proche. Le PIB britannique, toujours très dépendant de la conjoncture européenne et confronté au même confinement après une courte période de déni, est lui aussi très affecté dans ce contexte, auquel il faut rajouter l'incertitude toujours forte, relative aux conditions du Brexit. Comme partout dans le monde, c'est bien au second trimestre que la contraction sera la plus importante, de - 15 % selon le consensus Factset. La baisse du PIB sur l'année 2020 devrait atteindre - 8,5 %, alors que le FMI craint une contraction de - 10,2 %.

L'économie japonaise a été moins touchée directement par l'épidémie, en raison des faibles pathologies chroniques et d'un équipement hospitalier plus dense. Elle devrait aussi bénéficier de la bonne résistance de l'économie chinoise, dont elle demeure un partenaire majeur. La baisse du PIB devrait être moins prononcée qu'en Europe, de l'ordre de - 5 à - 6 % selon le consensus et le FMI. Les autorités japonaises ont elle aussi lancé un plan de soutien important, qui s'ajoute à un plan déjà en place avant l'apparition de la crise sanitaire. La baisse du PIB du second trimestre devrait néanmoins être profonde, de - 9,2 % selon le consensus Factset.

En Chine, l'épidémie a été bien contrôlée, dans le cadre d'un pays plus autoritaire. Malgré la résurgence de foyers notamment à Pékin, et de nouvelles mesures de confinement, il semble que le risque épidémique diminue. Les autorités locales comme nationales ont fait la preuve de leur efficacité. L'impact négatif sur l'économie a été important, mais la variation du PIB demeure positive : le PIB chinois devrait progresser de 1 % en 2020, selon le FMI et le consensus Factset. La baisse a porté sur le premier trimestre 2020 (- 6,8 %), alors que le PIB se redresse déjà au second trimestre (+ 1,8 %). Les mesures d'accompagnement de la crise, essentiellement monétaires, ont porté leurs fruits.

Le cours du pétrole s'est bien redressé. Désormais à 40-45 dollars US le baril contre 50- 55 dollars US avant la crise, le cours du pétrole a progressé de près de 50 % sur les plus bas du mois de mars. La baisse du nombre de puits aux USA est importante, et les restrictions de production décidées par les pays producteurs ont permis de compenser la chute de la consommation. Celle-ci évolue de concert avec les mesures de déconfinement qui ont été prises en mai et juin. Les cours des principales matières premières industrielles se sont redressées aussi, et reviennent progressivement à leurs niveaux d'avant la crise. Cela permet de soulager un peu les pays producteurs souvent émergents, dont la situation économique demeure très préoccupante, notamment le Brésil, dont le PIB devrait chuter de - 9 % en 2020, et de - 8 % au second trimestre 2020.

1.3 POLITIQUE RSE DU GROUPE EN 2020

Les priorités du Groupe au premier semestre ont été affectées par les événements majeurs survenus dans le monde. La santé des collaborateurs a été le premier sujet de mobilisation à l'occasion de la pandémie du Covid-19. Les équipes se sont ensuite attachées à aider au mieux et au plus près nos clients qui ont affronté de manière très variable les conséquences économiques liées au confinement dans de nombreux pays. Enfin, les questions de diversité, d'inclusion et de justice sociale ont occupé une place importante et suscité une forte mobilisation interne.

La pandémie qui s'est propagée de pays en pays dès fin janvier a défini la priorité absolue du Groupe : protéger tous les salariés, en suivant les consignes nationales de confinement et les gestes barrières recommandés.

En raison du Covid-19, 95 % des salariés du Groupe ont basculé en télétravail en quelques jours. Chacune et chacun a pu être équipé en un temps record (ordinateur portable avec VPN, mobile...) grâce aux équipes IT qui ont effectué un travail considérable de déploiement opérationnel et de surveillance des infrastructures.

Chaque dimanche pendant trois mois, Arthur Sadoun, Président du Directoire, s'est adressé par vidéo à tous les collaborateurs du Groupe, expliquant les priorités du moment et indiquant les enjeux et les étapes à venir. Cette information régulière, complétée par les managers locaux a permis aux salariés de ne pas se sentir isolés et d'être mobilisés autour des priorités stratégiques et opérationnelles du Groupe.

Dès que les retours au bureau ont été possibles, les équipes RH locales ont déployé des plans de reprise très structurés, en veillant à privilégier le télétravail pour le plus grand nombre et en organisant au mieux la gestion des flux de personnes dans les différents sites. Les salariés ont été équipés (masques, gel hydroalcoolique...) et les plateaux, une fois désinfectés, ont été réaménagés pour respecter la distanciation physique, avec des précautions sanitaires renforcées.

Parallèlement, fort de l'année de test réussi au Royaume-Uni, le déploiement accéléré et anticipé de la plateforme Marcel s'est fait dans presque tous les pays au cours du deuxième trimestre. Les salariés ont pu être connectés aux actualités du Groupe et accéder à la bibliothèque des formations en ligne accessibles à tous 24/7 – Marcel Classes – et via des centaines de modules, se perfectionner et découvrir des nouveautés métiers ou écouter des personnalités inspirantes. Toujours sur Marcel, ils ont pu bénéficier de programmes d'accompagnement individuels afin de prendre soin de leur santé physique et mentale. Enfin, la pandémie ayant durement touché certains clients et activités, Marcel a permis aux salariés plus disponibles d'aider d'autres équipes particulièrement sollicitées. Une gestion plus dynamique des talents et des compétences a démarré à l'occasion de la crise sanitaire.

Les questions d'égalité et d'inclusion, de lutte contre le racisme et pour la justice sociale ont occupé le devant de l'actualité aux États-Unis et dans bien d'autres pays au second trimestre. Le 17 juin a été consacré à une « pause » afin que les salariés des agences américaines, avec leurs managers, réfléchissent sur la manière de progresser et d'agir plus efficacement en faveur de l'inclusion dans nos agences comme dans la société. Les équipes Diversité et Inclusion, ainsi que les Chief Talent Officers ont coordonné les travaux ; des engagements forts ont été pris, sous la responsabilité du Comex US sur 7 mesures en faveur de l'inclusion réelle impactant nos agences comme les communautés. D'autres pays, comme le Royaume-Uni, se sont mobilisés en interne afin de renforcer leurs actions internes et locales.

Les clients du Groupe ont subi de manière très contrastée les effets de la crise sanitaire et économique car le confinement n'a pas eu les mêmes conséquences pour tous. Toutes les équipes du Groupe ont déployé une grande énergie et beaucoup de rigueur pour être à leurs côtés en permanence durant cette période critique, et pour préparer la suite et la reprise des activités normales. Cette période a aussi accéléré la transformation digitale chez les clients. Dans ce contexte bouleversé, les équipes ont aussi partagé avec leurs clients les nombreuses études réalisées par les agences auprès de groupes de citoyens-consommateurs sur l'impact de cette crise. Ces derniers ont témoigné d'une prise de conscience plus aiguë des enjeux de durabilité et soutenabilité ; ils ont formulé des attentes de changements majeurs, se montrant plus exigeants à l'égard des entreprises sur leur stratégie RSE, comme à l'égard des marques et des leurs promesses. Ils sont apparus plus concernés par les enjeux climatiques et plus volontaires pour agir à leur échelle et sur leur territoire au quotidien.

La pandémie et les mois de confinement ont aussi amené à repenser certains événements comme les éditions régionales du Women's Forum, transformées en une série de sessions virtuelles de haut niveau. L'édition de Viva Technology prévue en mai 2020 à Paris a été reportée à 2021.

Vis-à-vis de la société, avec la pandémie, les agences du Groupe se sont concentrées sur quelques causes d'intérêt général à travers des campagnes ou projets *pro bono* et des actions de bénévolat.

En matière de changement climatique, début 2020 le Groupe a rejoint Science Based Targets Initiative (SBTi) afin de déterminer ses nouveaux objectifs pour 2030, ceux de 2020 ayant déjà été largement atteints. Le plan d'action reposera sur 3 éléments : d'une part, la réduction drastique de tous les impacts (plus de 40 %), d'autre part, le recours à 100 % d'énergies renouvelables avant 2030, enfin, en tout dernier ressort, le recours à la compensation carbone pour les impacts incompressibles, l'objectif étant la neutralité carbone du Groupe avant 2030. Par ailleurs, l'outil propriétaire d'évaluation des impacts des campagnes et projets clients a été finalisé ; « Alice » (*Advertising Limiting Impacts & Carbon Emissions*) sera progressivement déployée dans tous les pays.

Les actions du Groupe et des agences en matière de RSE sont publiquement accessibles dans la section RSE du site du Groupe et les données sont synthétisées dans la partie CSR Smart data.

1.4 ACQUISITIONS ET CESSIONS

Il n'y a pas eu de transaction significative sur la période.

1.5 EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT

Compte de résultat consolidé simplifié

(en millions d'euros)	S1 2020	S1 2019	2020 vs. 2019
Revenu net	4 774	4 352	+ 9,7 %
Revenu des coûts refacturables	504	516	- 2,3 %
Revenu	5 278	4 868	+ 8,4 %
Charges de personnel	(3 224)	(2 879)	+ 12,0 %
Autres charges opérationnelles	(1 131)	(1 104)	+ 2,4 %
Marge opérationnelle avant amortissements	923	885	+ 4,3 %
Amortissements	(301)	(273)	+ 10,3 %
Marge opérationnelle	622	612	+ 1,6 %
Taux de marge opérationnelle (% du revenu net)	13,0 %	14,1 %	- 110 pdb
Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(142)	(27)	-
Perte de valeur	(231)	(113)	+ 104,4 %
Autres produits et charges non courants	5	17	- 70,6 %
Résultat opérationnel	254	489	- 48,1 %
Résultat financier	(92)	(1)	-
Réévaluation des <i>earn-outs</i>	2	(1)	-
Impôt sur le résultat	(39)	(136)	- 71,3 %
Mises en équivalence	(2)	(5)	- 60,0 %
Intérêts minoritaires	13	(1)	-
Résultat net part du Groupe	136	345	- 60,6 %

Revenu net du 2^e trimestre 2020

/ Répartition du revenu net au 2^e trimestre par zone géographique

(en millions d'euros)	Revenu net		Croissance publiée	Croissance organique
	T2 2020	T2 2019		
Europe	510	663	- 23,1 %	- 23,5 %
Amérique du Nord	1 458	1 177	+ 23,9 %	- 7,6 %
Asie Pacifique	215	237	- 9,3 %	- 5,7 %
Amérique latine	50	78	- 35,9 %	- 20,2 %
Moyen Orient & Afrique	60	79	- 24,1 %	- 23,5 %
Total	2 293	2 234	+ 2,6 %	- 13,0 %

Le revenu net de Publicis Groupe pour le 2nd trimestre 2020 est de 2 293 millions d'euros et se compare à 2 234 millions d'euros en 2019, en croissance de 2,6 %. Les variations de taux de change ont un effet négatif de 1 million d'euros. Les acquisitions (nettes de cessions) ont contribué pour 350 millions d'euros au revenu net du 2nd trimestre 2020, reflétant principalement la contribution d'Epsilon.

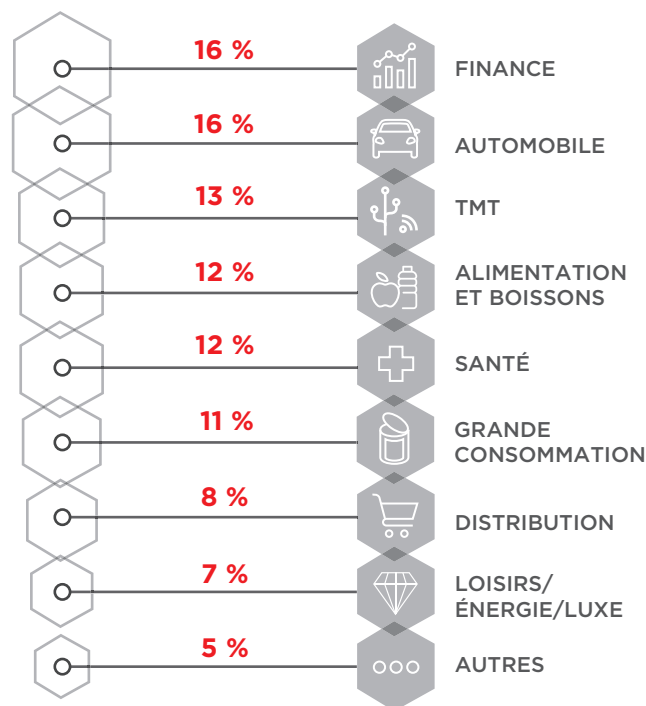
La croissance organique est de - 13,0 % au 2nd trimestre 2020. En excluant l'impact de l'arrêt de certaines activités françaises au cours du deuxième trimestre, comme nos activités d'affichage dans les transports et le Drugstore, la croissance organique du Groupe est de - 11,0 %. La plupart des activités du Groupe ont été impactées négativement au cours du deuxième trimestre, à l'exception de la division Santé qui a enregistré une croissance à deux chiffres. L'Europe a été particulièrement impactée en raison des mesures de confinement qui ont eu lieu pendant la majeure partie du trimestre.

Revenu net du 1^{er} semestre 2020

Le revenu net de Publicis Groupe au premier semestre 2020 est de 4 774 millions d'euros, en hausse de 9,7 % par rapport aux 4 352 millions d'euros du premier semestre 2019. Les variations de taux de change ont eu un effet positif de 32 millions d'euros. Les acquisitions (nettes de cessions) ont contribué pour 743 millions d'euros sur le revenu net, la majeure partie étant liée à l'acquisition d'Epsilon.

La croissance organique est de - 8,0 % au premier semestre 2020. Le Groupe a été impacté par la pandémie de Covid-19 à partir du mois de mars, avec une détérioration de la croissance organique au deuxième trimestre suite aux mesures de confinement mises en place par les gouvernements dans différentes zones géographiques. Avec sa transformation quasiment finalisée, le Groupe est bien entré dans son année 2020, grâce à un bon démarrage aux États-Unis et une bonne dynamique de gains de nouveaux budgets.

/ Répartition du revenu net du 1er semestre 2020 par secteur



Sur la base de 3 285 clients représentant 91 % du revenu total du Groupe.

/ Répartition du revenu net semestriel par zone géographique

(en millions d'euros)	Revenu net		Croissance publiée	Croissance organique
	S1 2020	S1 2019		
Europe	1 088	1 296	- 16,0 %	- 16,5 %
Amérique du Nord	3 013	2 316	+ 30,1 %	- 3,6 %
Asie Pacifique	434	444	- 2,3 %	- 3,9 %
Amérique latine	104	144	- 27,8 %	- 15,7 %
Moyen Orient & Afrique	135	152	- 11,2 %	- 11,8 %
Total	4 774	4 352	+ 9,7 %	- 8,0 %

L'Europe a enregistré un déclin organique de - 16,5 % au premier semestre (- 16,0 % sur une base publiée). En excluant l'impact de certaines activités françaises qui ont été arrêtées au deuxième trimestre, comme les activités d'affichage dans les transports et le Drugstore, la croissance organique en Europe est de - 12,9 %. La performance varie selon les pays, car elle reflète un mix d'activités et des situations économiques locales différents. Elle a également été impactée au deuxième trimestre par les différentes mesures de confinement prises par les gouvernements des principaux pays de la région. Au premier semestre, le Royaume-Uni a enregistré une baisse organique de - 14,0 % et la France de - 17,1 %⁽¹⁾. En Allemagne, la croissance organique a baissé de - 5,3 %, souffrant également du confinement mais bénéficiant de gains de nouveaux budgets en 2019.

Le revenu net en Amérique du Nord est en hausse de + 30,1 % au premier semestre, en incluant l'impact positif de l'acquisition d'Epsilon. Sur une base organique, la zone a enregistré une baisse du revenu net de - 3,6 % au premier semestre. La performance a été résiliente, notamment aux États-Unis (- 3,3 %), où le Groupe a bénéficié d'un fort démarrage de l'année pour l'ensemble de ses activités.

(1) Hors activités françaises arrêtées pendant le confinement, c'est-à-dire les activités d'affichage dans les transports et le Drugstore.

Le revenu net de la région Asie-Pacifique a baissé de - 2,3 % en base publiée et de - 3,9 % en base organique. La Chine a enregistré une croissance organique de - 10,2 %, l'Australie enregistre une baisse de - 5,4 % sur une base organique, tandis que l'Inde et Singapour ont connu une croissance organique de respectivement + 3,6 % et + 1,5 %.

Le revenu net en Amérique latine a baissé de - 27,8 % en base publiée, avec un important impact négatif du change dans la région, en particulier au Brésil. Sur une base organique, la baisse a été de - 15,7 %. Ceci est principalement dû à une baisse organique de - 22,8 % au Brésil et de - 14,4 % au Mexique.

Le revenu net de la région Moyen-Orient et Afrique a diminué de - 11,2 % sur une base publiée, et de - 11,8 % sur une base organique.

Marge opérationnelle & résultat opérationnel

L'EBITDA s'établit à 923 millions d'euros au premier semestre 2020, contre 885 millions d'euros en 2019, soit une hausse de 4,3 %, intégrant la contribution d'Epsilon. L'impact du plan de réduction de coûts annoncé en avril a été de 286 millions d'euros au 1^{er} semestre, sur une base de coûts comparable et hors coûts d'acquisition d'Epsilon. Le taux de marge ressort à 19,3 % du revenu net (20,3 % au premier semestre 2019).

- ▶ Les charges de personnel atteignent 3 224 millions d'euros au 30 juin 2020, en hausse de 12,0 % par rapport à 2 879 millions d'euros l'année dernière. Cette hausse est le reflet de l'intégration d'Epsilon au premier semestre, ainsi que de la poursuite de l'investissement dans la transformation du Groupe. Elle a été partiellement compensée par l'impact des premières mesures du plan de réduction de coûts. En pourcentage du revenu net, les charges de personnel atteignent 67,5 % au premier semestre 2020, contre 66,1 % au premier semestre 2019. Les coûts fixes de personnel de 2 862 millions d'euros représentent 59,9 % du revenu net contre 57,7 % au premier semestre 2019. En base comparable, les coûts fixes de personnel ont diminué de 61 millions d'euros sur le semestre, grâce aux mesures prises par le Groupe comme le gel des embauches, la pause dans les promotions internes, la réduction de la semaine de travail ou les baisses volontaires de salaire. En outre, le Groupe a décidé de limiter le recours aux free-lances. En conséquence, le coût des free-lances a diminué de 43 millions d'euros au premier semestre 2020 sur une base comparable, et représente 141 millions d'euros. Les coûts de restructuration atteignent 69 millions d'euros au premier semestre (61 millions d'euros en 2019), reflétant les charges supplémentaires liées au plan de réduction des coûts.
- ▶ Les autres charges opérationnelles (hors amortissements) sont de 1 131 millions d'euros et se comparent à 1 104 millions d'euros au premier semestre 2019. Ce poste représente 23,7 % du revenu net à comparer à 25,4 % l'année dernière, ce qui implique que les mesures de réduction des coûts font plus que compenser l'impact défavorable de la structure des coûts d'Epsilon sur ce ratio. Le Groupe a pu réaliser des économies significatives sur ce poste au premier semestre 2020, grâce aux actions menées dans le cadre du plan de réduction des coûts, et grâce à certaines dépenses qui ont été réduites de manière drastique pendant les périodes de confinement. Cela a notamment été le cas pour les dépenses liées aux voyages, aux recrutements et aux séminaires.

La dotation aux amortissements est de 301 millions d'euros au premier semestre 2020, en hausse de 10,3 % par rapport à 2019. La hausse est principalement imputable à l'intégration d'Epsilon sur le semestre.

La marge opérationnelle s'élève à 622 millions d'euros au 30 juin 2020, en hausse de 1,6 % par rapport au 30 juin 2019. Le taux de marge opérationnelle ressort ainsi à 13,0 %, en baisse de 110 points de base par rapport à 14,1 % au premier semestre 2019. En excluant les coûts d'acquisition d'Epsilon au premier semestre 2019, le taux de marge opérationnelle est en baisse de 200 points de base. Ceci résulte de la forte baisse de la croissance organique du Groupe, engendrée par la crise du Covid-19, toutefois partiellement compensée par une réduction de 6,4 % de la base de coûts.

Les taux de marge opérationnelle par grande zone géographique reflètent les défis auxquels ont été confrontées les régions dans le contexte de pandémie mondiale au 1^{er} semestre 2020. Les taux de marge opérationnelle s'élèvent à 1,8 % pour l'Europe, 16,4 % pour l'Amérique du Nord, 22,5 % pour l'Asie-Pacifique, 5,7 % pour l'Amérique latine et 3,0 % pour la région Afrique/Moyen-Orient.

Les amortissements sur immobilisations incorporelles liées aux acquisitions sont de 142 millions d'euros sur le semestre, contre 27 millions d'euros au premier semestre 2019. Cette augmentation est liée à l'amortissement des actifs incorporels d'Epsilon à partir du 1^{er} juillet 2019 ainsi qu'à l'amortissement des marques valorisées lors des acquisitions. Ces dernières sont amorties depuis le 1^{er} juillet 2019, suite à la mise en place de la nouvelle organisation pays. Les pertes de valeur s'élèvent à 231 millions d'euros, et sont exclusivement liés au plan de consolidation immobilière *All in One*, qui amène une réduction du nombre de sites, tout en permettant une meilleure collaboration entre les équipes. Au premier semestre 2019, la perte de valeur s'élevait à 113 millions d'euros (dont 90 millions d'euros liés au plan *All in One*). Les autres charges et produits non courants représentent un produit de 5 millions d'euros au 30 juin 2020, contre un produit de 17 millions d'euros l'année dernière.

Le résultat opérationnel s'élève à 254 millions d'euros sur le semestre, contre 489 millions d'euros au 30 juin 2019.

Autres postes du compte de résultat

Le résultat financier, composé du coût de l'endettement financier net et d'autres charges et produits financiers, est une charge de 92 millions d'euros au premier semestre 2020, contre une charge de 1 million d'euros l'année dernière. La charge (nette de produits) sur l'endettement financier net est de 48 millions d'euros sur le semestre, incluant 51 millions d'euros d'intérêts sur la dette d'acquisition d'Epsilon. Au premier semestre 2019, l'endettement financier net avait généré un produit (net de charges) de 15 millions d'euros. Les autres charges et produits financiers représentent une charge de 44 millions d'euros, et comprennent notamment 40 millions d'euros d'intérêts sur les obligations locatives. Les autres charges et produits financiers étaient une charge de 16 millions d'euros au 30 juin 2019, incluant une charge de 30 millions d'euros d'intérêts sur les obligations locatives ainsi qu'un produit de 19 millions d'euros de réévaluation de la juste valeur des fonds communs de placement.

La réévaluation des *earn-outs* se traduit par un produit de 2 millions d'euros à comparer à une charge de 1 million d'euros au premier semestre 2019.

La charge d'impôt est de 39 millions d'euros au 30 juin 2020, correspondant à un taux d'impôt effectif prévisionnel sur l'année de 25,0 %, contre 136 millions d'euros l'année dernière, correspondant à un taux d'impôt effectif prévisionnel sur l'année de 25,8 %.

La quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence est une perte de 2 millions d'euros sur le premier semestre, à comparer à une perte de 5 millions d'euros l'année précédente. La part des intérêts minoritaires dans le résultat du Groupe est un produit de 13 millions d'euros au 30 juin 2020 contre une perte de 1 million d'euros au 30 juin 2019.

Au total, le résultat net part du Groupe est de 136 millions d'euros à fin juin 2020 contre 345 millions d'euros à fin juin 2019.

Bilan et tableau de financement

Bilan simplifié

(en millions d'euros)	30/06/2020	31/12/2019
Écarts d'acquisition nets	11 526	11 629
Autres immobilisations incorporelles nettes	1 852	1 979
Droits d'utilisation nets relatifs aux contrats de location	1 831	2 122
Autres immobilisations nettes	903	969
Impôts courant et différé	(371)	(498)
Besoin en fonds de roulement	(2 423)	(2 969)
Total de l'actif	13 318	13 232
Capitaux propres part du Groupe	7 030	7 401
Intérêts minoritaires	(21)	(9)
Capitaux propres totaux	7 009	7 392
Provision LT/CT	694	596
Endettement financier net	3 221	2 713
Obligations locatives	2 394	2 531
Total du passif	13 318	13 232

Les capitaux propres consolidés part du Groupe sont passés de 7 401 millions d'euros au 31 décembre 2019 à 7 030 millions d'euros au 30 juin 2020.

Les intérêts minoritaires sont négatifs à 21 millions d'euros, contre 9 au 31 décembre 2019.

Endettement financier net

(en millions d'euros)	30/06/2020	31/12/2019
Dettes financières (long et court terme)	6 527	5 888
Juste valeur des dérivés de couverture sur Eurobond 2021 et 2024 ⁽¹⁾	169	112
Juste valeur des dérivés de couverture sur Eurobond 2025, 2028 et 2031 ⁽¹⁾	214	87
Juste valeur des dérivés de couverture sur prêt moyen terme syndiqué ⁽¹⁾	-	0
Juste valeur des dérivés sur prêts/emprunts intragroupe ⁽¹⁾	54	39
Total dette financière y compris valeur de marché des dérivés associés	6 964	6 126
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(3 743)	(3 413)
Endettement financier net	3 221	2 713
Endettement net/capitaux propres (y compris intérêts minoritaires)	0,46	0,37

(1) Présentés en « Autres créances et actifs courants » et/ou « Autres dettes et passifs courants » au bilan consolidé.

L'endettement financier net s'établit à 3 221 millions d'euros au 30 juin 2020 à comparer à 2 713 millions d'euros au 31 décembre 2019. La dette nette moyenne du Groupe sur le semestre s'élève à 3 684 millions d'euros contre 550 millions d'euros sur le premier semestre 2019. L'augmentation de la dette nette moyenne du Groupe résulte principalement de l'acquisition d'Epsilon pour un montant de 4,5 milliards de dollars.

Flux de trésorerie

Les flux nets de trésorerie liés à l'activité se sont traduits par un excédent de 31 millions d'euros au cours des six premiers mois de 2020 contre un besoin de 89 millions d'euros pour la même période de l'année précédente. L'impôt payé s'élève à 74 millions d'euros en 2020 contre 190 millions d'euros au premier semestre 2019. Le besoin en fonds de roulement s'est dégradé de 853 millions d'euros, à comparer à une dégradation de 826 millions d'euros au premier semestre 2019.

Les flux nets liés aux opérations d'investissement se soldent par une utilisation de trésorerie de 115 millions d'euros au 30 juin 2020 contre une utilisation de 83 millions d'euros en 2019. Les investissements nets en immobilisations corporelles et incorporelles se sont établis à 73 millions d'euros (incluant les investissements relatifs au plan immobilier *All in One*) contre 65 millions au premier semestre 2019. Le montant (net de cessions) consacré aux acquisitions de filiales s'est élevé à 35 millions d'euros contre 30 millions d'euros en 2019.

Les opérations de financement se sont traduites par un excédent de 339 millions d'euros à fin juin 2020 contre un excédent de 1 707 millions d'euros à fin juin 2019. L'excédent du premier semestre 2019 provenait principalement de l'émission, pour un montant de 2,3 milliards d'euros en juin 2019, de trois eurobonds souscrits dans le cadre de l'acquisition d'Epsilon (dont le paiement n'est intervenu que le 1^{er} juillet 2019).

Au total, la position de trésorerie du Groupe nette des soldes créditeurs de banques a augmenté de 330 millions d'euros au premier semestre 2020, contre une augmentation de 1 537 millions d'euros sur la même période de l'année précédente.

Si l'on tient compte des lignes de crédit mobilisables à court terme, les liquidités disponibles s'élèvent à 5 369 millions d'euros au 30 juin 2020 contre 6 045 millions d'euros au 31 décembre 2019.

Free cash flow

Le *free cash flow* du Groupe, avant variation du besoin en fonds de roulement, est de 495 millions d'euros, de niveau équivalent à celui de la même période de l'année précédente (491 millions d'euros). La variation du besoin en fonds de roulement est de 853 millions d'euros sur le semestre, contre 826 millions d'euros sur le premier semestre 2019. Le *free cash flow* du Groupe après variation du besoin en fonds de roulement est donc de - 358 millions d'euros, en très légère dégradation par rapport à celui du premier semestre 2019 (- 335 millions d'euros).

Le tableau ci-dessous présente le calcul du *free cash flow* du Groupe :

(en millions d'euros)	S1 2020	S1 2019
EBITDA	923	885
Intérêts financiers payés, nets	(81)	33
Remboursement des obligations locatives et intérêts associés	(234)	(214)
Impôt payé	(74)	(190)
Autres	34	42
Flux de trésorerie générés par l'activité avant variation du BFR	568	556
Investissements en immobilisations (nets)	(73)	(65)
Free cash flow avant variation du BFR	495	491
Variation du Besoin en Fonds de Roulement	(853)	(826)
Free cash flow	(358)	(335)

Transactions avec les parties liées

Il n'y a aucune nouvelle transaction avec des parties liées conclue au cours du premier semestre 2020.

Publicis Groupe (société mère du Groupe)

Le chiffre d'affaires de Publicis Groupe est composé exclusivement de loyers immobiliers et d'honoraires pour services d'assistance aux filiales du Groupe.

Le total des produits d'exploitation s'est élevé à 51 millions d'euros au cours du premier semestre 2020, contre 30 millions en 2019. Les produits financiers s'établissent à 48 millions d'euros au 30 juin 2020 contre 88 millions d'euros l'année précédente ; cette diminution provient de la baisse des dividendes reçus.

Les charges d'exploitation de l'exercice se sont élevées à 48 millions d'euros au 30 juin 2020 contre 30 millions d'euros l'année précédente. Les charges financières s'élèvent à 62 millions d'euros au 30 juin 2020, contre 54 millions d'euros l'année précédente, augmentation essentiellement due à la charge d'intérêt sur le tirage de la ligne de crédit syndiqué à hauteur de la totalité, soit de 2,2 milliards d'euros, de fin mars à fin juin.

Le résultat courant avant impôt est une charge de 10 millions d'euros au titre du premier semestre 2020, contre un produit de 35 millions d'euros au premier semestre 2019.

Après prise en compte d'un gain d'impôt net de 2 millions d'euros provenant de l'intégration fiscale française, le résultat net de Publicis Groupe, société mère du Groupe, ressort en perte de 8 millions d'euros au 30 juin 2020 contre un bénéfice de 48 millions au 30 juin 2019.

1.6 PERSPECTIVES

Le plein impact de la crise actuelle sur l'économie reste à ce stade largement inconnu. Ceci génère de nombreuses incertitudes et rend ainsi difficile la communication d'une prévision spécifique pour le second semestre 2020.

En ce qui concerne l'évolution du revenu net, le second trimestre pourrait être le point bas, mais il est prématuré de dire si le second semestre sera meilleur ou pire que le premier, considérant que certains pays se rétabliront plus vite que d'autres, et que les clients réagiront différemment.

Le taux de marge opérationnelle du deuxième semestre sera supérieur à celui du premier semestre, tout en prenant en compte l'impact défavorable de certains facteurs : certaines charges opérationnelles seront en hausse au fur et à mesure de la réouverture des pays, et par ailleurs le Groupe continuera d'investir dans son modèle.

Alors que nous abordons le second semestre, le Groupe est déterminé à limiter l'impact des coupes budgétaires de ses clients, à accélérer le déploiement de sa nouvelle offre tout en continuant à adapter sa base de coûts à l'évolution du revenu.

COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS CONDENSÉS AU 30 JUIN 2020



2.1	COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ	16	2.5	TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	20
2.2	ÉTAT DE RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ	17	2.6	NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS	22
2.3	BILAN CONSOLIDÉ	18			
2.4	TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS	19			

2.1 COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2020 (6 mois)	30 juin 2019 (6 mois)	31 décembre 2019 (12 mois)
Revenu net ⁽¹⁾		4 774	4 352	9 800
Revenu des coûts refacturables		504	516	1 201
Revenu		5 278	4 868	11 001
Charges de personnel	4	(3 224)	(2 879)	(6 073)
Autres charges opérationnelles		(1 131)	(1 104)	(2 683)
Marge opérationnelle avant amortissements		923	885	2 245
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	5	(301)	(273)	(586)
Marge opérationnelle		622	612	1 659
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	5	(142)	(27)	(204)
Perte de valeur	5	(231)	(113)	(209)
Autres produits et charges non courants	6	5	17	21
Résultat opérationnel		254	489	1 267
Charges financières		(95)	(52)	(137)
Produits financiers		47	67	112
Coût de l'endettement financier net	7	(48)	15	(25)
Autres charges et produits financiers	7	(44)	(16)	(66)
Réévaluation des compléments de prix sur acquisitions	7	2	(1)	(22)
Résultat avant impôt des entreprises consolidées		164	487	1 154
Impôt sur le résultat	8	(39)	(136)	(305)
Résultat net des entreprises consolidées		125	351	849
Quote-part dans les résultats des mises en équivalence	11	(2)	(5)	(5)
Résultat net		123	346	844
Dont :				
• Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		(13)	1	3
• Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe		136	345	841
Données par action (en euros) - Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe	9			
Nombre d'actions		237 468 157	231 745 008	234 293 034
Bénéfice net par action		0,57	1,49	3,59
Nombre d'actions diluées		238 280 061	233 885 720	236 608 597
Bénéfice net par action - dilué		0,57	1,48	3,55

(1) Revenu net : revenu après déduction des coûts refacturables aux clients. Ces coûts concernent essentiellement des activités de production et de média, ainsi que des frais divers à la charge des clients. Ces éléments refacturables aux clients ne faisant pas partie du périmètre d'analyse des opérations, l'indicateur revenu net est le plus pertinent pour la mesure de la performance opérationnelle des activités du Groupe.

2.2 ÉTAT DE RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	30 juin 2020 (6 mois)	30 juin 2019 (6 mois)	31 décembre 2019 (12 mois)
Résultat net de la période (a)	123	346	844
Éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés en résultat			
• Gains (et pertes) actuariels sur régime à prestations définies	(24)	(45)	(29)
• Impôts différés relatifs aux éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés en résultat	4	11	5
Éléments du résultat global susceptibles d'être reclassés en résultat			
• Réévaluation des instruments de couverture	(134)	(35)	(84)
• Écarts de conversion de consolidation	(133)	48	78
Total des autres éléments du résultat global (b)	(287)	(21)	(30)
Résultat global de la période (a) + (b)	(164)	325	814
Dont :			
• Résultat global de la période attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(10)	1	3
• Résultat global de la période attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe	(154)	324	811

2.3 BILAN CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2020	31 décembre 2019
Actif			
Écarts d'acquisition nets	9	11 526	11 629
Immobilisations incorporelles nettes		1 852	1 979
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	16	1 831	2 122
Immobilisations corporelles nettes		657	720
Impôts différés actifs		208	143
Titres mis en équivalence	11	26	32
Autres actifs financiers	12	220	218
Actifs non courants		16 320	16 843
Stocks et en-cours de production		328	411
Clients et comptes rattachés		7 402	10 233
Actifs sur contrats		1 091	1 002
Autres créances et actifs courants		740	757
Trésorerie et équivalents de trésorerie		3 743	3 413
Actifs courants		13 304	15 816
Total de l'actif		29 624	32 659
Passif			
Capital		96	96
Réserves consolidées, part du Groupe		6 934	7 305
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe (Part du Groupe)	13	7 030	7 401
Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)		(21)	(9)
Total capitaux propres		7 009	7 392
Dettes financières à plus d'un an	15	6 274	4 286
Obligations locatives à plus d'un an	16	2 061	2 196
Impôts différés passifs		314	413
Provisions à long terme	14	517	426
Passifs non courants		9 166	7 321
Fournisseurs et comptes rattachés		9 914	13 411
Passifs sur contrats		331	353
Dettes financières à moins d'un an	15	253	1 602
Obligations locatives à moins d'un an	16	333	336
Dettes d'impôts sur les sociétés		373	351
Provisions à court terme	14	177	170
Autres dettes et passifs courants		2 068	1 723
Passifs courants		13 449	17 946
Total du passif		29 624	32 659

2.4 TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	30 juin 2020 (6 mois)	30 juin 2019 (6 mois)	31 décembre 2019 (12 mois)
Flux de trésorerie liés à l'activité			
Résultat net	123	346	844
Neutralisation des produits et charges calculés :			
• Impôt sur le résultat	39	136	305
• Coût de l'endettement financier net	48	(15)	25
• Moins-values (plus-values) de cession d'actifs (avant impôt)	(5)	(18)	(20)
• Dotation aux amortissements et pertes de valeur	674	413	999
• Rémunérations fondées sur des actions	28	37	49
• Autres produits et charges calculés	47	21	88
• Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	2	5	5
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	2	2	2
Impôt payé	(74)	(190)	(349)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité ⁽¹⁾	(853)	(826)	394
Flux net de trésorerie liés à l'activité (I)	31	(89)	2 342
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(83)	(68)	(232)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	10	3	7
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	(7)	12	20
Acquisitions de filiales	(37)	(117)	(4 143)
Cessions de filiales	2	87	88
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement (II)	(115)	(83)	(4 260)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-	-	(285)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(4)	(8)	(12)
Encaissements provenant de nouveaux emprunts ⁽²⁾	2 091	2 257	3 413
Remboursement des emprunts ⁽²⁾	(1 436)	(324)	(485)
Remboursement des dettes locatives	(194)	(184)	(403)
Intérêts payés sur obligations locatives	(40)	(30)	(77)
Intérêts financiers payés	(106)	(45)	(96)
Intérêts financiers encaissés	25	78	107
Rachats de participations ne donnant pas le contrôle	-	(35)	(40)
(Achats)/Ventes nets d'actions propres et exercice de BSA	3	(2)	7
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement (III)	339	1 707	2 129
Incidence des variations de taux de change (IV)	75	2	4
Variation de la trésorerie consolidée (I + II + III + IV)	330	1 537	215
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1 ^{er} janvier	3 413	3 206	3 206
Soldes créditeurs de banques au 1 ^{er} janvier	(6)	(14)	(14)
Trésorerie à l'ouverture (V)	3 407	3 192	3 192
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	3 743	4 744	3 413
Soldes créditeurs de banques à la clôture	(6)	(15)	(6)
Trésorerie à la clôture (VI)	3 737	4 729	3 407
Variation de la trésorerie consolidée (VI - V)	330	1 537	215
(1) Détail de la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité.			
Variation des stocks et en-cours de production	67	(51)	(14)
Variation des créances clients et autres créances	2 605	390	(529)
Variations des dettes fournisseurs, autres dettes et provisions	(3 525)	(1 165)	937
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(853)	(826)	394

(2) Voir note 15.

2.5 TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Nombre d'actions en circulation	(en millions d'euros)	Capital social	Réserves liées au capital
236 956 827	31 décembre 2019	96	4 137
	Résultat net		
	Autres éléments du résultat global nets d'impôts		
	Total des produits et charges de la période	-	-
	Dividendes		
274 325	Rémunérations fondées sur des actions nettes d'impôts		
	Effet des acquisitions et des engagements de rachat des participations ne donnant pas le contrôle		
1 602	Exercices de bons de souscription d'actions	-	0
1 164 001	(Achats)/Ventes d'actions propres		
238 396 755	30 juin 2020	96	4 137

Nombre d'actions en circulation	(en millions d'euros)	Capital social	Réserves liées au capital
231 240 308	31 décembre 2018	94	3 926
	Résultat net		
	Autres éléments du résultat global nets d'impôts		
	Total des produits et charges de la période	-	-
	Dividendes		
522 277	Rémunérations fondées sur des actions nettes d'impôts		
	Effet des acquisitions et des engagements de rachat des participations ne donnant pas le contrôle		
180 574	Exercices de bons de souscription d'actions	0	5
534 301	Achats/Ventes d'actions propres		
232 477 460	30 juin 2019	94	3 931

Réserves et résultats consolidés	Réserve de conversion	Réserve de juste valeur	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
3 240	(185)	113	7 401	(9)	7 392
136			136	(13)	123
	(136)	(154)	(290)	3	(287)
136	(136)	(154)	(154)	(10)	(164)
(273)			(273)	(4)	(277)
28			28		28
0			0	2	2
0			0		0
28			28		28
3 159	(321)	(41)	7 030	(21)	7 009

Réserves et résultats consolidés	Réserve de conversion	Réserve de juste valeur	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
2 875	(263)	221	6 853	-	6 853
345			345	1	346
	48	(69)	(21)		(21)
345	48	(69)	324	1	325
(490)			(490)	(8)	(498)
37			37		37
(30)			(30)	(2)	(32)
			5		5
(7)			(7)		(7)
2 730	(215)	152	6 692	(9)	6 683

2.6 NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

SOMMAIRE DÉTAILLÉ DES NOTES ANNEXES

Note 1	Synthèse des règles et méthodes comptables	23	Note 12	Autres actifs financiers	31
Note 2	Impacts du Covid-19 sur les comptes condensés semestriels	23	Note 13	Capitaux propres	31
Note 3	Variations du périmètre	24	Note 14	Provisions pour risques et charges	32
Note 4	Charges de personnel et effectifs	25	Note 15	Dettes financières	33
Note 5	Dotations aux amortissements et perte de valeur	25	Note 16	Contrats de location	37
Note 6	Autres produits et charges non courants	27	Note 17	Engagements	38
Note 7	Charges et produits financiers	27	Note 18	Information sectorielle	38
Note 8	Impôt sur le résultat	28	Note 19	Plans d'options de souscription ou d'acquisition d'actions et plans d'actions gratuites de Publicis Groupe SA	42
Note 9	Bénéfice net par action	28	Note 20	Informations relatives aux transactions avec les parties liées	44
Note 10	Écarts d'acquisition	30	Note 21	Événements postérieurs à la clôture	44
Note 11	Participations dans des entreprises associées	30			

Les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2020 ainsi que les notes y afférentes ont été arrêtés par le Directoire du 20 juillet 2020 et examinés par le Conseil de surveillance du 22 juillet 2020.

Les comptes consolidés semestriels condensés sont présentés en euros arrondis au million le plus proche.

Note 1 Synthèse des règles et méthodes comptables

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du Groupe Publicis au 30 juin 2020 ont été établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS approuvées par l'Union européenne à la date de clôture et d'application obligatoire à cette date.

Les comptes consolidés semestriels condensés au 30 juin 2020 sont établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Les règles et méthodes comptables appliquées dans les états financiers semestriels sont cohérentes avec celles utilisées par le Groupe dans les comptes consolidés au 31 décembre 2019, et présentées dans le document d'enregistrement universel déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF) le 27 avril 2020 (document d'enregistrement universel 2019, pages 191 à 200).

1.1 Nouvelles Normes et interprétations applicables

Application des nouvelles normes et interprétations

Au 30 juin 2020, le Groupe n'a pas appliqué de nouvelles normes ou interprétations.

Application par anticipation

Au 30 juin 2020, le Groupe n'a pas appliqué par anticipation de nouvelle norme ou interprétation.

1.2 Recours à des estimations

La situation financière et les résultats du Groupe dépendent des méthodes comptables, hypothèses, estimations et jugements retenus lors de l'élaboration des comptes consolidés. Le Groupe fonde ses estimations sur son expérience passée ainsi que sur un ensemble d'autres hypothèses jugées raisonnables au regard des circonstances afin d'évaluer les valeurs à retenir pour les actifs et passifs du Groupe. Les actifs et passifs qui font l'objet d'estimations au 1^{er} semestre 2020 sont de même nature que celles décrites au 31 décembre 2019 dans le document d'enregistrement universel 2019. La Direction révisé ces estimations lorsqu'elle identifie de nouveaux événements à prendre en compte ou en cas de changement des circonstances sur lesquelles ces hypothèses étaient fondées. Au 30 juin 2020, les hypothèses ont été révisées pour prendre en compte les effets de la crise liée au Covid-19 sur les comptes consolidés. Les réalisations pourraient néanmoins différer de façon significative des estimations retenues.

Note 2 Impacts du Covid-19 sur les comptes condensés semestriels

La crise actuelle a entraîné les impacts suivants pour le Groupe :

2.1 Tests de dépréciation des écarts d'acquisition

La revue des indices de pertes de valeur réalisée a conduit le Groupe à effectuer des tests de dépréciation sur l'ensemble de ses écarts d'acquisition. Compte tenu des incertitudes concernant les projections futures, plusieurs scénarios ont été élaborés envisageant des rythmes de reprise d'activité différenciés. Ces tests n'ont pas conduit le Groupe à enregistrer de complément de perte de valeur dans les comptes semestriels (voir note 5).

2.2 Exposition au risque de crédit

Conformément aux règles et méthodes comptables du Groupe, une revue des créances clients a été réalisée pour identifier celles qui présentent un risque de non-recouvrement. Au cas par cas, des dépréciations de créances clients ont été comptabilisées dans les comptes semestriels.

Concernant les pertes sur créances attendues, la méthode simplifiée permise par IFRS 9 et appliquée par le Groupe a été adaptée pour prendre en compte l'accroissement des risques liés à la crise.

Au titre du premier semestre, et en lien avec les conséquences de la crise liée au Covid-19, les créances clients ont été dépréciées pour un montant de 40 millions d'euros, comptabilisé dans les autres charges opérationnelles.

2.3 Exposition au risque de liquidité

Une analyse des besoins de financement généraux du Groupe a été réalisée. En prenant en compte les lignes de crédit disponibles non utilisées, il apparaît que le Groupe dispose des liquidités suffisantes pour faire face à ses besoins pour les 12 prochains mois.

Il convient également de noter que le Groupe a tiré de manière préventive sur sa ligne de crédit renouvelable de 2 milliards d'euros (2,2 milliards de dollars) en vue de faire face à tout impact potentiel à court terme de la pandémie mondiale sur ses activités : pour une période de 3 mois commençant le 20 mars pour la totalité de la ligne, puis pour une deuxième période de 3 mois, le 20 juin, pour seulement la moitié de celle-ci soit 1,1 milliard de dollars (voir note 15).

2.4 Mode de comptabilisation de certaines mesures gouvernementales

Lorsque le Groupe a bénéficié de mesures de soutien gouvernementales, celles-ci ont été comptabilisées soit en diminution des charges de personnel (mesures de soutien aux activités partielles), soit en diminution des autres charges opérationnelles. Seuls les produits, pour lesquels une demande a été adressée à l'administration compétente et les conditions d'attribution sont remplies, ont été comptabilisés au 30 juin 2020. Les aides gouvernementales obtenues ne sont pas significatives pour le Groupe.

Note 3 Variations du périmètre

3.1 Prises de contrôle de la période

Il n'y a pas eu d'acquisition significative au cours de la période.

La juste valeur, à la date d'acquisition, de la contrepartie transférée (hors trésorerie acquise) des entités intégrées prises dans leur ensemble avec prise de contrôle exclusif durant la période, s'élève à 31 millions d'euros. Ce montant comprend notamment :

- ▶ 11 millions d'euros décaissés au cours de la période ;
- ▶ 20 millions d'euros d'engagements de compléments de prix.

Le montant payé sur le premier semestre 2020 au titre des acquisitions (après déduction de la trésorerie acquise) s'élève à 37 millions d'euros et comprend :

- ▶ 11 millions d'euros décaissés au cours de la période principalement au titre de l'acquisition Third Horizon ;
- ▶ (2) millions d'euros de trésorerie nette acquise ;
- ▶ 28 millions d'euros de compléments de prix liés à des acquisitions antérieures décaissés au cours de la période.

Les acquisitions de la période, prises dans leur ensemble, contribuent pour moins de 1 % au revenu net consolidé du premier semestre 2020 et pour moins de 1 % au résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe.

3.2 Cessions de la période

Il n'y a pas eu de cession significative au cours de la période.

Le Groupe a finalisé la cession de Matomy Media Group, dont le Groupe détenait 24,9 % (mise en équivalence).

Note 4 Charges de personnel et effectifs

Les charges de personnel incluent les salaires, appointements, commissions, primes, intéressements, congés payés ainsi que l'estimation des bonus et les charges liées aux paiements fondés sur des actions (plans d'options de souscription ou d'achat d'actions, plans d'actions gratuites) et les charges liées aux retraites (hors effet net de désactualisation présenté en autres produits et charges financiers). L'augmentation des charges de personnel est liée à l'acquisition d'Epsilon à compter du 1^{er} juillet 2019. Il en est de même pour les effectifs au 30 juin 2020 qui augmentent comparés à ceux au 30 juin 2019.

(en millions d'euros)	30 juin 2020 (6 mois)	30 juin 2019 (6 mois)
Rémunérations	(2 573)	(2 241)
Charges sociales (y compris avantages postérieurs à l'emploi)	(482)	(427)
Charges relatives aux paiements fondés sur des actions	(28)	(37)
Intérimaires et « free-lance »	(141)	(174)
Total	(3 224)	(2 879)

/ Répartition des effectifs au 30 juin par zone géographique

	30 juin 2020	31 décembre 2019	30 juin 2019
Europe	21 026	21 762	21 921
Amérique du Nord	25 846	27 098	20 933
Amérique latine	6 116	6 081	6 045
Asie Pacifique	24 202	24 431	21 017
Moyen-Orient et Afrique	3 597	3 863	3 937
Total	80 787	83 235	73 853

Note 5 Dotations aux amortissements et perte de valeur

(en millions d'euros)	30 juin 2020 (6 mois)	30 juin 2019 (6 mois)
Amortissement des autres immobilisations incorporelles (hors incorporels liés aux acquisitions)	(24)	(15)
Amortissement des immobilisations corporelles	(77)	(61)
Amortissement des droits d'utilisation	(200)	(197)
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	(301)	(273)
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(142)	(27)
Perte de valeur sur les droits d'utilisation	(231)	(90)
Perte de valeur sur les titres mis en équivalence	-	(23)
Total des dotations aux amortissements et perte de valeur	(674)	(413)

Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions

Depuis le 1^{er} juillet 2019, les marques sont amorties sur une période de huit ans, qui correspond à la durée estimée de leur utilisation. La charge d'amortissement relative aux marques représente 48 millions d'euros sur le premier semestre 2020. Au premier semestre 2019, la charge est nulle puisque les marques ont commencé à être amorties à compter du 1^{er} juillet 2019.

La charge d'amortissement relative aux incorporels Epsilon s'élève à 68 millions d'euros au premier semestre 2020. L'acquisition d'Epsilon ayant été réalisée au 1^{er} juillet 2019, il n'y avait aucune charge d'amortissement au premier semestre 2019.

D'autres actifs incorporels liés aux acquisitions à durée de vie définie sont également amortis pour 26 millions d'euros.

Perte de valeur sur les écarts d'acquisition

Dans le contexte de la pandémie, des indices de perte de valeur ont été identifiés conduisant le Groupe à réaliser des tests de dépréciation sur les écarts d'acquisition.

Les tests de dépréciation ont été effectués sur la base de la valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie déterminée à partir de projections financières à cinq ans. Les estimations de revenu net et de marge opérationnelle pour l'année 2020 ont été ajustées pour tenir compte des réductions d'activité à court terme.

Compte tenu des incertitudes existantes et du manque de visibilité, ces tests ont pris la forme de scénarios multiples prenant en compte des rythmes différenciés de reprise d'activité. Les hypothèses opérationnelles envisagées correspondent à des trajectoires corroborées par des scénarios macroéconomiques. Ils ont été réalisés afin d'avoir des fourchettes de valorisation suffisamment larges pour conclure sur le risque de dépréciation.

Les hypothèses clés retenues sont décrites ci-dessous pour chacun des scénarios envisagés :

- ▶ scénario 1 : pas de retour au niveau de revenu net pre-Covid en fin de plan, mais maintien des taux de marge au niveau prévu dans les projections financières 2019 ;
- ▶ scénario 2 : pas de retour au niveau de revenu net pre-Covid en fin de plan, et alignement des taux de marge opérationnelle en 2022 au niveau des objectifs financiers pre-Covid pour l'année 2020 ;
- ▶ scénario 3 : en 2022, retour en valeur au niveau de revenu net pre-Covid et alignement des taux de marge opérationnelle en 2022 au niveau des objectifs financiers pre-Covid pour l'année 2020 ;
- ▶ scénario 4 : pas de retour au niveau de revenu net pre-Covid en fin de plan, et taux de marge dégradés. Ce scénario est le plus pessimiste ;
- ▶ scénario 5 : en 2022, retour en valeur au niveau de revenu net pre-Covid et alignement des taux de marge opérationnelle en 2021 au niveau des objectifs financiers pre-Covid pour l'année 2020.

Ces tests n'ont pas donné lieu à la constatation d'une perte de valeur au 30 juin 2020.

Les autres hypothèses retenues pour la réalisation des tests sont présentées dans le tableau ci-dessous :

	30 juin 2020		
	Valeur comptable des écarts d'acquisition	Taux d'actualisation après impôt	Taux de croissance à l'infini
(en millions d'euros)			
Amérique du Nord	7 943	9,5 % - 10 %	1 % - 2 %
Europe	1 590	9 % - 11 %	1 % - 2 %
Asie-Pacifique	1 084	11,5 %	3 %
Moyen-Orient et Afrique	319	11,5 %	3 %
Amérique latine	244	12,5 % - 13,5 %	0 % - 3 %
Autres écarts d'acquisition	346	9 % - 10 %	0 % - 2 %
Total des écarts d'acquisition	11 526		

Perte de valeur sur les droits d'utilisation relatifs aux contrats de location

Le Groupe poursuit la mise en œuvre du programme d'optimisation des locaux lancé début 2018 et qui vise à regrouper les agences sur un ou plusieurs sites dans les principaux pays.

Ce programme a nécessité de vider des espaces loués, afin de mieux utiliser l'espace existant sur les autres sites. En conséquence, les droits d'utilisation concernant les espaces vacants ont fait l'objet d'une perte de valeur totale ou partielle, il en est de même des agencements attachés à ces espaces.

La perte de valeur comptabilisée au premier semestre 2020 s'élève à 231 millions d'euros, dont 128 millions d'euros au titre des droits d'utilisation et 42 millions d'euros au titre des agencements. Elle comprend également les frais accessoires tels que les charges locatives et éventuelles taxes sur locaux vacants pour 61 millions d'euros comptabilisés dans les provisions sur engagements immobiliers (voir note 14).

La perte de valeur comptabilisée au premier semestre 2019 s'élevait à 90 millions d'euros, dont 41 millions d'euros au titre des droits d'utilisation et 4 millions d'euros au titre des agencements. Les frais à payer tels que les charges locatives et éventuelles taxes sur locaux vacants pour 45 millions d'euros étaient inclus dans les provisions pour engagements immobiliers.

Note 6 Autres produits et charges non courants

Ce poste regroupe les produits et charges inhabituels. Sont notamment incluses sous cette rubrique les plus ou moins-values de cessions d'actifs.

(en millions d'euros)	30 juin 2020 (6 mois)	30 juin 2019 (6 mois)
Plus-values (moins-values) sur cessions d'actifs	2	18
Autres produits et (charges) non courants	3	(1)
Total des autres produits et charges non courants	5	17

Au premier semestre 2020, les plus-values et moins-values sur cessions d'actifs concernent la cession des titres Matomy Media Group pour (2) millions d'euros et la revalorisation à la juste valeur des titres précédemment détenus de Sapient.i7 Limited, dans le cadre de la prise de contrôle par le Groupe au premier semestre 2020, pour 4 millions d'euros.

Les autres produits et charges non courants concernent essentiellement l'extinction d'une dette dans le cadre d'une acquisition passée.

Au premier semestre 2019, les plus-values et moins-values sur cessions d'actifs concernent un ajustement de prix sur la cession de Genedigi et les cessions de Publicis Health Solutions et Proximedia. La cession de Proximedia a donné lieu à une moins-value de 7 millions d'euros sur le premier semestre 2019.

Note 7 Charges et produits financiers

/ Résultat financier hors réévaluation des compléments de prix sur acquisitions

(en millions d'euros)	30 juin 2020 (6 mois)	30 juin 2019 (6 mois)
Charges financières	(95)	(52)
Produits financiers	47	67
Coût de l'endettement financier net	(48)	15
Pertes et gains de change (y compris variation de la juste valeur des dérivés)	4	0
Coût financier net, lié à l'actualisation des provisions pour retraites	(3)	(4)
Charges d'intérêts sur obligations locatives	(40)	(30)
Variation de juste valeur des actifs financiers	(4)	19
Autres	(1)	(1)
Autres charges et produits financiers	(44)	(16)
Résultat financier hors réévaluation des compléments de prix sur acquisitions	(92)	(1)

/ Réévaluation des compléments de prix sur acquisitions

(en millions d'euros)	30 juin 2020 (6 mois)	30 juin 2019 (6 mois)
Réévaluation des compléments de prix sur acquisitions	2	(1)

Note 8 Impôt sur le résultat

Taux d'impôt effectif

La charge d'impôt sur le résultat du premier semestre 2020 est calculée en appliquant au résultat avant impôt de la période intermédiaire le taux d'impôt effectif estimé pour l'exercice complet.

(en millions d'euros)		30 juin 2020 (6 mois)	30 juin 2019 (6 mois)
Résultat avant impôt des entreprises consolidées		164	487
Pertes de valeur sur les titres mis en équivalence ⁽¹⁾		-	23
Réévaluation des compléments de prix sur acquisitions		(2)	1
Principales cessions non taxables/non déductibles		(4)	17
Résultat avant impôt des entreprises consolidées	A	158	528
Taux d'impôt effectif	B	25,0 %	25,8 %
Impôt constaté au compte de résultat	A x B	(39)	(136)

(1) Une perte de valeur de 23 millions d'euros a été comptabilisée sur les titres mis en équivalence (voir note 10).

Pour rappel, le taux d'impôt effectif de l'exercice 2019 (12 mois) s'élevait à 25,0 %.

Note 9 Bénéfice net par action

/ Bénéfice net par action (de base et dilué)

(en millions d'euros, sauf les actions)		30 juin 2020	30 juin 2019
Bénéfice net retenu pour le calcul du BNPA			
Résultat net part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe	A	136	345
<i>Impact des instruments dilutifs :</i>			
• Économies de frais financiers liés à la conversion des instruments de dettes, nettes d'impôt		-	-
Résultat net part du Groupe - dilué	B	136	345
Nombre d'actions retenu pour le calcul du BNPA			
Nombre d'actions au 1 ^{er} janvier		240 437 061	235 249 801
Actions créées sur la période		46 238	130 156
Actions propres à déduire (moyenne sur la période)		(3 015 142)	(3 634 949)
Nombre d'actions moyen retenu pour le calcul	C	237 468 157	231 745 008
<i>Impact des instruments dilutifs :</i>			
• Actions gratuites et stock-options dilutifs		714 961	1 728 566
• Bons de souscription d'actions (BSA)		96 943	412 146
Nombre d'actions - dilué	D	238 280 061	233 885 720
(en euros)			
Bénéfice net par action	A/C	0,57	1,49
Bénéfice net par action - dilué	B/D	0,57	1,48

/ Bénéfice net courant par action (de base et dilué)

(en millions d'euros, sauf les actions)	30 juin 2020	30 juin 2019
Bénéfice net retenu pour le calcul du BNPA courant ⁽¹⁾		
Résultat net part du Groupe	136	345
<i>Éléments exclus :</i>		
• Amortissement des incorporels liés aux acquisitions, net d'impôt	107	20
• Perte de valeur, nette d'impôt	173	90
• Réévaluation des compléments de prix d'acquisition	(2)	1
• Principales plus (moins)-values de cession et d'ajustement de juste valeur des actifs financiers, nets d'impôts	3	(23)
• Coûts liés à l'acquisition d'Epsilon, nets d'impôts	0	30
Résultat net courant part du Groupe	E 417	463
<i>Impact des instruments dilutifs :</i>		
• Économies de frais financiers liés à la conversion des instruments de dette, nettes d'impôt	-	-
Résultat net courant part du Groupe - dilué	F 417	463
Nombre d'actions retenu pour le calcul du BNPA		
Nombre d'actions au 1 ^{er} janvier	240 437 061	235 249 801
Actions créées sur la période	46 238	130 156
Actions propres à déduire (moyenne sur la période)	(3 015 142)	(3 634 949)
Nombre d'actions moyen retenu pour le calcul	C 237 468 157	231 745 008
<i>Impact des instruments dilutifs :</i>		
• Actions gratuites et stock-options dilutifs	714 961	1 728 566
• Bons de souscription d'actions (BSA)	96 943	412 146
Nombre d'actions - dilué	D 238 280 061	233 885 720
(en euros)		
Bénéfice net courant par action ⁽¹⁾	E/C 1,76	2,00
Bénéfice net courant par action - dilué ⁽¹⁾	F/D 1,75	1,98

(1) BNPA après élimination des pertes de valeur, de l'amortissement des incorporels liés aux acquisitions, des principales plus (moins)-values de cession et d'ajustement de juste valeur des actifs financiers, de la réévaluation des compléments de prix d'acquisition et des coûts liés à l'acquisition d'Epsilon.

Note 10 Écarts d'acquisition

Allocation des écarts d'acquisition

Dans le cadre de son évolution stratégique, Publicis Groupe a lancé le modèle par pays en 2017 afin de rassembler toutes les compétences du Groupe sous un même toit et proposer aux clients une offre unique. Ce modèle a été étendu à toutes les zones dans lesquelles le Groupe opère et est devenu pleinement opérationnel à compter du 1^{er} janvier 2020 (voir note 18). Dans ce contexte, les écarts d'acquisition ont été réalloués au niveau où ils sont suivis par le management. Des tests de perte de valeur ont été réalisés avant cette réallocation et aucune perte de valeur n'a été identifiée à la date de réallocation.

Les valeurs des écarts d'acquisition après réallocation au 1^{er} janvier 2020 sont présentées ci-dessous :

/ Au 1^{er} janvier 2020

(en millions d'euros)	Valeur comptable des écarts d'acquisition
Amérique du Nord	8 027
Europe	1 590
Asie-Pacifique	1 084
Moyen-Orient et Afrique	323
Amérique latine	251
Autres écarts d'acquisition	354
Total des écarts d'acquisition	11 629

Variation des écarts d'acquisition

(en millions d'euros)	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette
1^{er} janvier 2020	13 089	(1 460)	11 629
Acquisitions	35	-	35
Cessions et sorties d'actifs	-	-	-
Change et divers	(139)	1	(138)
30 juin 2020	12 985	(1 459)	11 526

Note 11 Participations dans des entreprises associées

Les titres mis en équivalence s'élèvent à 26 millions d'euros au 30 juin 2020 (contre 32 millions d'euros au 31 décembre 2019).

(en millions d'euros)	Titres mis en équivalence
Montant au 1^{er} janvier 2020	32
Quote-part des résultats	(2)
Sortie de périmètre	(1)
Dividendes versés	(2)
Effet de change et autres	(1)
Montant au 30 juin 2020	26

Au 30 juin 2020, la valeur des titres mis en équivalence concerne principalement les sociétés On Point (9 millions d'euros), Burrell Communications (7 millions d'euros), Somupi (4 millions d'euros) et Insight Redefini (2 millions d'euros).

Note 12 Autres actifs financiers

(en millions d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
Autres actifs financiers mesurés à la juste valeur par résultat :		
• Fonds communs de placement à risques ⁽¹⁾	92	87
• Autres	20	20
Dépôts de garantie	33	33
Prêts à des sociétés mises en équivalence ou non consolidées	16	21
Créances de sous-location	21	22
Autres	53	50
Valeur brute	235	233
Dépréciation	(15)	(15)
Valeur nette	220	218

(1) Ces fonds communs de placement à Risques sont dédiés aux entreprises créatrices de valeur dans l'économie numérique.

Note 13 Capitaux propres

Capital social de la société mère

(en actions)	30 juin 2020	31 décembre 2019
Capital social au 1 ^{er} janvier	240 437 061	235 249 801
Augmentation de capital	275 927	5 187 260
Actions composant le capital social en fin de période	240 712 988	240 437 061
Autodétention en fin de période	(2 316 233)	(3 480 234)
Actions en circulation en fin de période	238 396 755	236 956 827

Le capital de Publicis Groupe SA a augmenté de 110 371 euros au cours du 1^{er} semestre 2020, correspondant à 275 927 actions de 0,40 euro nominal :

- ▶ 1 602 actions créées suite à l'exercice par certains porteurs de leurs bons de souscription d'actions ;
- ▶ 274 325 actions créées dans le cadre des plans d'actions gratuites.

Le capital social de Publicis Groupe SA s'élève au 30 juin 2020 à 96 285 195 euros, divisé en 240 712 988 actions de 0,40 euro nominal.

Neutralisation des actions propres existantes au 30 juin 2020

Les actions propres détenues en portefeuille à la clôture, y compris celles détenues dans le cadre du contrat de liquidité, sont portées en déduction des capitaux propres.

Le portefeuille d'actions autodétenues a évolué comme suit au cours du 1^{er} semestre 2020 :

	Nombre d'actions
Actions propres détenues au 31 décembre 2019 ⁽¹⁾	3 480 234
Cessions (levées de stock-options) et livraisons d'actions gratuites	(1 050 751)
Mouvements réalisés dans le cadre du contrat de liquidité	(113 250)
Actions propres détenues au 30 juin 2020 ⁽¹⁾	2 316 233

(1) Y compris actions détenues au titre du contrat de liquidité 283 250 au 31 décembre 2019 et 170 000 au 30 juin 2020.

Dividendes

Conformément aux décisions de l'Assemblée générale ordinaire du 27 mai 2020, Publicis Groupe SA procédera le 28 septembre 2020 au paiement d'un dividende de 1,15 euro par action, paiement qui pourra se faire en numéraire ou en actions sur option de l'actionnaire, exercée au plus tard le 28 septembre 2020. Le prix d'émission des actions distribuées en paiement du dividende a été fixé à 24,46 euros par action.

Un montant de 273 millions d'euros a été comptabilisé en dette au 30 juin 2020, correspondant à la totalité des dividendes mis en paiement. Ce montant sera ajusté au second semestre en fonction des exercices effectifs d'options pour le paiement du dividende en actions.

Note 14 Provisions pour risques et charges

(en millions d'euros)	Restructuration	Engagements immobiliers ⁽¹⁾	Engagements de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	Risques et litiges	Autres provisions	Total
31 décembre 2019	35	44	311	103	103	596
Dotations	34	61	22	13	10	140
Utilisations	(20)	(6)	(17)	0	(14)	(57)
Autres reprises	0	0	0	0	0	0
Variations de périmètre	0	0	0	0	0	0
Pertes (gains) actuariels	0	0	24	0	0	24
Change et divers	(1)	(1)	(3)	(1)	(3)	(9)
30 juin 2020	48	98	337	115	96	694
Dont à court terme	44	25	26	55	27	177
Dont à long terme	4	73	311	60	69	517

(1) Voir note 5.

Hypothèses actuarielles (Taux moyens pondérés)

La provision relative aux engagements de retraite est actualisée au 30 juin 2020 sur la base de taux d'actualisation qui sont déterminés par référence aux taux de rendement des obligations privées à long terme de première catégorie (notées au moins AA) et de maturité équivalente à la durée des régimes évalués. Ils ont été arrêtés sur la base d'indices externes communément retenus comme référence.

30 juin 2020	Régimes de retraite				Couverture médicale postérieure à l'emploi	
	États-Unis	Royaume-Uni	Zone Euro	Autres Pays	États-Unis	Royaume-Uni
Taux d'actualisation	2,30 %	1,50 % - 1,55 %	0,85 %	0,20 % - 5,55 %	2,30 %	1,50 % - 1,55 %

31 décembre 2019	Régimes de retraite				Couverture médicale postérieure à l'emploi	
	États-Unis	Royaume-Uni	Zone Euro	Autres Pays	États-Unis	Royaume-Uni
Taux d'actualisation	2,84 %	1,75 % - 1,85 %	0,80 %	(0,05) % - 6,30 %	2,84 %	1,75 % - 1,85 %

Note 15 Dettes financières

(en millions d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
Emprunts obligataires (hors intérêts courus)	4 028	4 027
Autres emprunts et dettes	2 499	1 861
Total dettes financières	6 527	5 888
Dont à court terme	253	1 602
Dont à long terme	6 274	4 286

/ Variation des dettes financières

(en millions d'euros)	31 décembre 2019	Flux de trésorerie	Variations hors trésorerie			30 juin 2020
			Acquisitions	Variations de taux de change	Variations de juste valeur	
Eurobond 1,125 % - décembre 2021 (TIE 1,261 %) ⁽¹⁾	698	-	-	-	1	699
Eurobond 0,5 % - novembre 2023 (TIE 0,741 %) ⁽¹⁾	495	-	-	-	1	496
Eurobond 1,625 % - décembre 2024 (TIE 1,732 %) ⁽¹⁾	603	-	-	-	(1)	602
Eurobond 0,625 % - juin 2025 (TIE 0,781 %) ⁽¹⁾	744	-	-	-	-	744
Eurobond 1,25 % - juin 2028 (TIE 1,329 %) ⁽¹⁾	745	-	-	-	-	745
Eurobond 1,75 % - juin 2031 (TIE 1,855 %) ⁽¹⁾	742	-	-	-	-	742
Emprunts obligataires (hors intérêts courus)	4 027	-	-	-	1	4 028
Prêt moyen terme (financement acquisition Epsilon)	1 100	-	-	4	-	1 104
Prêt moyen terme syndiqué	327	(327)	-	-	-	0
Ligne de crédit	0	983	-	-	-	983
Dettes sur compléments de prix d'acquisition	347	(28)	20	(1)	(14)	324
Dettes sur engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle	36	-	-	(1)	-	35
Intérêts courus	25	(47)	-	-	52	30
Autres emprunts et lignes de crédit ⁽³⁾	20	(3)	-	-	-	17
Soldes créditeurs de banques	6	-	-	-	-	6
Autres dettes financières	51	(50)	-	-	52	53
Total des dettes financières	5 888	578	20	2	39	6 527
Juste valeur des dérivés de couverture sur Eurobond 2021 et 2024 ⁽²⁾	112	-	-	-	57	169
Juste valeur des dérivés de couverture sur Eurobond 2025, 2028 et 2031 ⁽²⁾	87	(59)	-	-	186	214
Juste valeur des dérivés sur prêts et emprunts intragroupe ⁽²⁾	39	-	-	-	15	54
Total des dettes liées aux activités de financement	6 126	519	20	2	297	6 964

(1) Net des frais d'émission. Le nombre de titres au 30 juin 2020 est de 7 000 pour l'Eurobond 2021, 5 000 pour l'Eurobond 2023, 6 000 pour l'Eurobond 2024, 7 500 pour l'Eurobond 2025, 7 500 pour l'Eurobond 2028 et 7 500 pour l'Eurobond 2031. Le TIE est le taux d'intérêt effectif, calculé avant effets des swaps.

(2) Présentés en « Autres créances et actifs courants » et/ou « Autres dettes et passifs courants » au bilan consolidé.

(3) Flux de trésorerie nets des encaissements et décaissements sur la période.

Emprunts obligataires

Emprunts obligataires et prêt moyen terme pour le financement de l'acquisition d'Epsilon

Un emprunt obligataire d'une valeur totale de 2,25 milliards d'euros a été émis le 5 juin 2019 pour l'acquisition d'Epsilon. Il comprend trois tranches d'une valeur de 750 millions d'euros chacune, à taux fixe et en euros, chacune swappée en dollars US à taux fixe.

Les swaps ont été qualifiés en couverture de flux de trésorerie du financement de l'acquisition d'Epsilon. La juste valeur de ces swaps est inscrite au bilan en « autres créances et actifs courants » et/ou « autres dettes et passifs courants ». La variation de juste valeur de ces instruments est comptabilisée en autres éléments du résultat global et recyclée en compte de résultat au même rythme que la comptabilisation des intérêts sur emprunt et la variation de valeur de l'actif en dollars US. Au 30 juin 2020, la juste valeur de ces instruments dérivés est inscrite au bilan consolidé pour 214 millions d'euros (87 millions d'euros au 31 décembre 2019).

Un prêt moyen terme a également été contracté, le 1^{er} juillet 2019, en trois tranches (une tranche de 900 millions de dollars à échéance 3 ans, une tranche de 150 millions d'euros à échéance 4 ans, et une tranche de 150 millions d'euros à échéance 5 ans). Le taux effectif global de ce prêt est de 1,50 % pour le premier semestre 2020.

Autres emprunts obligataires

Les autres emprunts obligataires émis par Publicis Groupe SA sont à taux fixe et en euros.

L'emprunt de 700 millions d'euros à échéance décembre 2021 (Eurobond 2021) et l'emprunt de 600 millions d'euros à échéance décembre 2024 (Eurobond 2024) ont été swapés en dollars US à taux fixe afin de financer l'acquisition de Sapien Corporation.

Les swaps ont été qualifiés de couverture de flux de trésorerie du financement intragroupe en dollars US. La juste valeur de ces swaps est inscrite au bilan en autres dettes et passifs courants pour 169 millions d'euros au 30 juin 2020 (112 millions d'euros au 31 décembre 2019). La variation de juste valeur de ces instruments est comptabilisée en autres éléments du résultat global et recyclée au compte de résultat au même rythme que la comptabilisation des intérêts sur emprunt et la variation de valeur de l'actif en dollars US.

Ces instruments financiers ont été comptabilisés à la juste valeur en fonction de la méthode d'évaluation du niveau 2 qui correspond aux données observables autres qu'un prix coté pour des instruments identiques sur un marché actif. Ces données observables correspondent notamment aux cours de change et aux taux d'intérêt.

/ Analyse par échéance de remboursement

(en millions d'euros)	30 juin 2020						
	Échéance						
	Total	- 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts obligataires (hors intérêts courus)	4 028	-	699	-	496	1 346	1 487
Prêt moyen terme (financement acquisition Epsilon)	1 104	-	804	150	150	-	-
Ligne de crédit	983	-	-	-	-	983	-
Dettes sur engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle acquisitions de titres de participation	35	27	4	2	-	2	-
Dettes sur compléments de prix d'acquisitions	324	181	74	36	32	1	-
Autres dettes financières	53	45	8	-	-	-	-
Total des dettes financières	6 527	253	1 589	188	678	2 332	1 487

/ Analyse par devise

(en millions d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
Euros ⁽¹⁾	5 355	4 354
Dollars américains	1 055	1 430
Autres devises	117	104
Total	6 527	5 888

(1) Y compris 3 350 millions d'euros d'Eurobond « swappés » en dollars US au 30 juin 2020 (3 550 millions d'euros au 31 décembre 2019).

Analyse par catégorie de taux

La dette financière est constituée d'emprunts à taux fixe qui représentent 67 % de la dette brute (hors dettes sur acquisitions de titres de participation et sur engagements de rachat de participations ne donnant pas le contrôle) au 30 juin 2020 et d'emprunts à taux variable pour les 33 % restants.

Exposition au risque de liquidité

Pour faire face au risque de liquidité, Publicis dispose au 30 juin d'une part de disponibilités conséquentes (trésorerie et équivalents de trésorerie) pour un total de 3 743 millions d'euros et d'autre part de lignes de crédit confirmées non utilisées qui s'élèvent à 1 626 millions d'euros, après tirage de 1,1 milliard de dollars sur la ligne de crédit syndiqué multidevises de 2 000 millions d'euros à échéance 2024. Ces sommes disponibles ou mobilisables quasiment immédiatement permettent largement de faire face aux besoins de financement généraux du Groupe.

Les emprunts obligataires émis par le Groupe ainsi que le prêt moyen terme syndiqué, qui composent l'essentiel de la dette si l'on exclut les découverts bancaires, ne comportent pas de *covenants* financiers. Les clauses d'exigibilité anticipée (*credit default events*) sont de type standard (liquidation, cessation des paiements, défaut de paiement de la dette elle-même ou de remboursement d'une autre dette d'un montant supérieur à un seuil défini) et sont applicables généralement au-delà d'un seuil de 25 millions d'euros.

Le Groupe n'a pas mis en place de dérivés de crédit à ce jour.

Note 16 Contrats de location

/ Analyse des droits d'utilisation par catégorie de biens sous-jacents

(en millions d'euros)	Immobilier	Contrats de concession	Autres actifs	Total
Valeurs brutes au 1^{er} janvier 2020	2 489	305	45	2 839
Entrées d'actifs	62	-	9	71
Résiliations ou fin de contrats	(39)	-	(8)	(47)
Variations de périmètre	6	-	-	6
Change et divers	(38)	-	(2)	(40)
Valeurs brutes au 30 juin 2020	2 480	305	44	2 829
Amortissements cumulés au 1^{er} janvier 2020	(503)	(197)	(17)	(717)
Amortissements	(138)	(49)	(13)	(200)
Pertes de valeur	(128)	-	-	(128)
Résiliations ou fin de contrats	25	-	7	32
Variations de périmètre	-	-	-	-
Change et divers	15	-	-	15
Amortissements cumulés au 30 juin 2020	(729)	(246)	(23)	(998)
Valeurs nettes au 30 juin 2020	1 751	59	21	1 831

/ Analyse des échéances des obligations locatives

(en millions d'euros)	30 juin 2020					
	Total	- 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	+ 4 ans
Obligations locatives	2 394	333	265	226	198	1 372
Dont à court terme	333					
Dont à long terme	2 061					

Pour le premier semestre 2020, la charge d'intérêts sur les obligations locatives est de -40 millions d'euros (contre -30 millions d'euros au 30 juin 2019).

Note 17 Engagements

(en millions d'euros)	30 juin 2020			
	Total	Échéance		
		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Engagements donnés				
Cautions et garanties ⁽¹⁾	255	45	122	88
Total	255	45	122	88
Engagements reçus				
Lignes de crédit confirmées non utilisées	1 627	165	1 462	-
Lignes de crédit non confirmées non utilisées	238	238	-	-
Autres engagements	13	6	6	1
Total	1 878	409	1 468	1

(1) Au 30 juin 2020, les cautions et garanties comprennent des engagements de versement dans des FCPI pour 35 millions d'euros jusqu'en 2027. Elles comprennent également environ 11 millions d'euros de garanties sur opérations d'achat d'espaces.

Obligations liées aux bons de souscription d'actions

L'exercice des bons de souscription, qui peut intervenir à tout moment depuis le 24 septembre 2013 et ce jusqu'au 24 septembre 2022, entraîne une augmentation de capital de Publicis Groupe. La parité de remboursement a été ajustée d'un multiple de 1,068 afin de tenir compte de la part des distributions prélevée sur les réserves et les primes de la Société. Après l'annulation des bons de souscription rachetés au cours des précédents exercices ou exercés depuis le 24 septembre 2013, Publicis Groupe est, au 30 juin 2020, engagé à créer (dans l'hypothèse où les 895 329 bons de souscription d'actions restant en circulation seraient exercés) 956 211 actions de 0,40 euro de nominal et 30,10 euros de prime.

Autres engagements

Au 30 juin 2020, il n'existe aucun engagement significatif de type nantissement, garantie ou sûreté réelle, ni aucun autre engagement hors bilan significatif.

Note 18 Information sectorielle

Information par secteur d'activité

L'organisation de Publicis Groupe est conçue pour assurer aux clients du Groupe une prestation de communication globale et holistique imbriquant toutes les disciplines. À compter du 1^{er} janvier 2020, Publicis Groupe a défini dix marchés clés (pays ou région), ce qui a conduit à redéfinir les secteurs opérationnels. Ces dix pays ou régions sont chacun dirigés et supervisés par une unique personne, ils sont pilotés au quotidien par un Comité exécutif unifié, rassemblant les membres des différentes expertises. Ils sont ainsi capables de proposer aux clients une offre transversale répondant à tous leurs besoins.

Ainsi le Groupe a identifié dix secteurs opérationnels qui correspondent aux zones géographiques où il opère : États-Unis, Canada, Royaume-Uni, France, DACH (Allemagne, Autriche et Suisse), Asie-Pacifique & Afrique-Moyen-Orient, Europe du Nord et Centrale, Europe de l'Ouest, Amérique latine (hors Brésil) et Brésil.

Les secteurs opérationnels avec des caractéristiques économiques similaires (convergence des niveaux de marge), où la nature des services fournis aux clients et le type de clients auxquels sont destinés ces services sont similaires, ont été regroupés en cinq secteurs reportables : Amérique du Nord, Europe, Asie-Pacifique, Moyen-Orient et Afrique et Amérique latine.

Information par zone géographique

La présentation de l'information financière selon les nouveaux secteurs opérationnels conduit à présenter le même niveau d'information que celui par zone géographique.

/ Premier semestre 2020

(en millions d'euros)

Informations concernant le compte de résultat

	Europe	Amérique du Nord	Asie Pacifique	Amérique latine	Moyen-Orient et Afrique	Total
Revenu net ⁽¹⁾	1 088	3 013	434	104	135	4 774
Revenu ⁽¹⁾	1 276	3 227	501	109	165	5 278
Dotations aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	(121)	(128)	(38)	(7)	(7)	(301)
Marge opérationnelle	20	495	97	6	4	622
Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(72)	(69)	-	(1)	-	(142)
Perte de valeur	(2)	(229)	-	-	-	(231)
Autres produits et charges non courants	1	4	-	-	-	5
Résultat opérationnel après perte de valeur	(53)	201	97	5	4	254
Informations concernant le bilan						
Immobilisations incorporelles nettes	1 887	9 809	1 105	247	330	13 378
Immobilisations corporelles nettes (y compris droits d'utilisation sur contrats de location)	872	1 330	207	33	46	2 488
Autres actifs financiers	125	55	31	6	3	220
Informations concernant le tableau des flux de trésorerie						
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(19)	(56)	(6)	(1)	(1)	(83)
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	(7)	2	(2)	(1)	1	(7)
Acquisitions de filiales	(3)	(24)	(9)	-	(1)	(37)

(1) Compte tenu du mode de détermination de cet indicateur (différence entre les ventes et les achats externes liés aux ventes), il n'y a pas d'éliminations entre les différentes zones.

/ Exercice 2019

(en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie Pacifique	Amérique latine	Moyen-Orient et Afrique	Total
Informations concernant le compte de résultat						
Revenu net ⁽¹⁾	2 630	5 516	1 006	326	322	9 800
Revenu ⁽¹⁾	3 123	5 972	1 152	335	419	11 001
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions et droits d'utilisation)	(251)	(228)	(75)	(17)	(15)	(586)
Marge opérationnelle	360	1 041	178	45	35	1 659
Coûts de transaction Epsilon		(40)				(40)
Marge opérationnelle hors coûts de transaction Epsilon	360	1 081	178	45	35	1 699
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(11)	(191)	(1)	(1)	-	(204)
Perte de valeur	(38)	(156)	-	(1)	(14)	(209)
Autres produits et charges non courants	(30)	38	12	0	1	21
Résultat opérationnel après perte de valeur	281	732	189	43	22	1 267
Informations concernant le bilan						
Immobilisations incorporelles nettes ⁽²⁾	1 904	10 008	1 105	256	335	13 608
Immobilisations corporelles nettes (y compris droits d'utilisation sur contrats de location)	991	1 570	187	44	50	2 842
Autres actifs financiers	124	56	29	6	3	218
Informations concernant le tableau des flux de trésorerie						
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(68)	(143)	(15)	(3)	(3)	(232)
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	19	1	1	(1)	-	20
Acquisitions de filiales	(378)	(3 764)	1	(2)	-	(4 143)

(1) Compte tenu du mode de détermination de cet indicateur (différence entre les ventes et les achats externes liés aux ventes) il n'y a pas d'éliminations entre les différentes zones.

(2) Les immobilisations incorporelles sont retraitées pour être présentées selon la nouvelle organisation opérationnelle. La présentation des autres agrégats bilanciaux n'est pas impactée par la réorganisation.

/ Premier semestre 2019

(en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie Pacifique	Amérique latine	Moyen-Orient et Afrique	Total
Informations concernant le compte de résultat						
Revenu net ⁽¹⁾	1 296	2 316	444	144	152	4 352
Revenu ⁽¹⁾	1 535	2 487	499	148	199	4 868
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	(124)	(97)	(38)	(8)	(6)	(273)
Marge opérationnelle	129	387	74	8	14	612
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(5)	(21)	-	(1)	-	(27)
Perte de valeur	(20)	(80)	(1)	-	(12)	(113)
Autres produits et charges non courants	(28)	32	12	-	1	17
Résultat opérationnel après perte de valeur	76	318	85	7	3	489
Informations concernant le bilan						
Immobilisations incorporelles nettes ⁽²⁾	1 877	6 452	1 058	253	324	9 964
Immobilisations corporelles nettes (y compris droits d'utilisation sur contrats de location)	979	1 315	170	47	41	2 552
Autres actifs financiers	134	56	27	5	3	225
Informations concernant le tableau des flux de trésorerie						
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(21)	(39)	(6)	(1)	(1)	(68)
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	10	1	2	-	-	13
Acquisitions de filiales	(88)	(29)	(1)	-	-	(118)

(1) Compte tenu du mode de détermination de cet indicateur (différence entre les ventes et les achats externes liés aux ventes) il n'y a pas d'éliminations entre les différentes zones.

(2) Les immobilisations incorporelles sont retraitées pour être présentées selon la nouvelle organisation opérationnelle. La présentation des autres agrégats bilanciaux n'est pas impactée par la réorganisation.

Note 19 Plans d'options de souscription ou d'acquisition d'actions et plans d'actions gratuites de Publicis Groupe SA

Un plan d'actions gratuites a été mis en place au cours du premier semestre de l'année 2020, avec les caractéristiques suivantes :

- ▶ Plans d'incentive à long terme dit « Plan Sapient 2020 » (mai 2020)
- Le plan mis en place au bénéfice exclusif des dirigeants et salariés de Publicis Sapient est composé de deux tranches :
 - une première tranche est soumise à la seule condition de présence, et donne lieu à la livraison d'un quart des actions attribuées aux dates anniversaire des quatre premières années du plan (soit mai 2021, 2022, 2023 et 2024),
 - la seconde tranche est soumise, en plus de la condition de présence, à des conditions de performance et le nombre total d'actions livrées dépendra du niveau d'atteinte d'objectifs pour les années 2020, 2021 et 2022. La livraison interviendra à l'issue d'une période de trois ans, soit en mai 2023 ;
- Par ailleurs, il a été procédé en mars 2020 à la mesure de la performance des plans suivants :
 - LTIP 2019 : le taux d'atteinte des objectifs de performance constaté pour l'année 2019 est de 50 %,
 - plans Sapient 2017, 2018 et 2019 : le taux d'atteinte des objectifs de performance constaté pour l'année 2019 est de 50 %,
 - plans de remplacement Epsilon 2019-2021 : le taux moyen d'atteinte des objectifs de performance constaté pour l'année 2019 est de 66,5 %.

Plans d'options de souscription ou d'achat d'actions Publicis Groupe

/ Caractéristiques des plans de stock-options Publicis Groupe en cours au 30 juin 2020

Plans	Type ⁽¹⁾	Date d'attribution	Prix d'exercice des options (en euros)	Options restant à lever au 1 ^{er} janvier 2020	Options annulées ou prescrites au 1 ^{er} semestre 2020	Options exercées au 1 ^{er} semestre 2020	Options restant à lever au 30 juin 2020	Dont exerçables au 30 juin 2020	Date limite de levée	Durée de vie contractuelle résiduelle (en années)
Lionlead3 2013-2016 France et hors France options	A	30/04/2013	52,76	1 091 937	-	-	1 091 937	1 091 937	30/04/2023	2,83

(1) A = options d'achat d'actions - S = options de souscription d'actions.

/ Mouvements sur plans de stock-options Publicis Groupe au cours du 1^{er} semestre 2020

	1 ^{er} semestre 2020	
	Nombre d'options	Prix moyen d'exercice (en euros)
Options au 1 ^{er} janvier 2020	1 091 937	52,76
Options exercées au premier semestre ⁽¹⁾	-	-
Options annulées ou prescrites au premier semestre	-	-
Options au 30 juin 2020	1 091 937	52,76
Dont exerçables	1 091 937	52,76

(1) Cours moyen de levée des options (en euros)

n/a

Plans d'actions gratuites Publicis Groupe à l'origine

/ Caractéristiques des plans d'actions gratuites Publicis Groupe en cours au 30 juin 2020

Plans	Date d'attribution initiale	Actions restant à livrer au 1 ^{er} janvier 2020 ou attribuées au cours de 2020	Actions annulées, prescrites ou transférées ⁽¹⁾ au 1 ^{er} semestre 2020	Actions ayant fait l'objet d'une livraison au 1 ^{er} semestre 2020 ⁽²⁾	Actions restant à livrer au 30 juin 2020	Date de livraison	Durée de vie contractuelle résiduelle (en années)
Plan LTIP 2015 - Hors France	17/04/2015	2 500	-	(2 500)	-	17/04/2019 ⁽³⁾	-
Plan LionLead3 2016-2018 - France	16/06/2016	22 395	-	-	22 395	16/06/2019 ⁽³⁾	-
Plan LionLead3 2016-2018 - Hors France	16/06/2016	568 664	(1 543)	(566 084)	1 037	16/06/2020 ⁽³⁾	-
Plan Sapient 2016 (4 ans)	15/04/2016	59 810	(2 806)	(57 004)	-	15/04/2020	-
Plan LTIP 2017	18/05/2017	279 275	(7 450)	(271 825)	-	18/05/2020	-
Plan Sapient 2017 (4 ans)	15/06/2017	81 485	(2 475)	(39 937)	39 073	15/06/2021	0,96
Plan Sapient 2017 (3 ans)	15/06/2017	191 376	(27 287)	(164 089)	-	15/06/2020	-
Plan LTIP 2018	17/04/2018	326 900	(11 350)	-	315 550	17/04/2021	0,80
Plan Sapient 2018 (4 ans)	17/04/2018	134 079	(7 418)	(42 477)	84 184	17/04/2022	1,80
Plan Sapient 2018 (3 ans)	17/04/2018	201 619	(39 911)	-	161 708	17/04/2021	0,80
Sprint to the future 2018-2020 - Hors Directoire ⁽⁴⁾	18/05/2018	48 340	-	-	48 340	01/06/2021	0,92
Plan LTIP 2019	28/05/2019	327 450	(172 625)	-	154 825	28/05/2022	1,91
Plan Sapient 2019 (4 ans)	28/05/2019	233 360	(14 356)	(54 715)	164 289	28/05/2023	2,91
Plan Sapient 2019 (3 ans)	28/05/2019	335 014	(91 113)	-	243 901	28/05/2022	1,91
Plan LTIP 2019-2021 Directoire	14/06/2019	170 000	-	-	170 000	28/05/2022	1,96
Plan <i>Star Growth Performers/ Special plan</i> 2019	28/05/2019	251 200	(15 300)	-	235 900	28/05/2022	1,91
Plan de remplacement Epsilon 2019	15/07/2019	597 135	(111 903)	(126 445)	358 787	31/03/2022	1,67
Plan Special de retention 2019	15/11/2019	765 110	-	-	765 110	31/03/2023	2,75
Plan Sapient 2020 (4 ans)	19/05/2020	240 208	(1 150)	-	239 058	19/05/2024	3,89
Plan Sapient 2020 (3 ans)	19/05/2020	345 295	(1 725)	-	343 570	19/05/2023	2,88
Total des plans d'actions gratuites		5 181 215	(508 412)	(1 325 076)	3 347 727		

(1) Il s'agit le cas échéant de transferts entre les plans France et étranger liés à la mobilité géographique des bénéficiaires.

(2) Dans des cas exceptionnels, prévus dans les règlements de plans, il peut être procédé à des livraisons d'actions avant la fin de la période d'acquisition.

(3) La livraison de certaines actions a été retardée mais est intervenue au premier semestre 2020 ou interviendra au plus tard d'ici la fin de l'année.

(4) Bien que la période de mesure des performances ne soit pas encore terminée, les performances constatées au titre des années 2018 et 2019 ne permettront pas d'atteindre, même partiellement, les objectifs du plan. Les actions attribuées à l'origine ont donc été considérées comme annulées au 31 décembre 2019, à l'exception d'un participant pour lequel ces actions seront livrées à l'échéance prévue, sous la seule condition de présence.

La livraison des actions gratuites dans le cadre des plans ci-dessus est liée à une condition de présence pendant toute la période d'acquisition. La livraison est également soumise à des conditions de performance hors marché pour les plans LTIP 2017 à 2019, pour le plan LTIP 2019-2021 Directoire, pour les plans Sapient 2017 à 2020 avec une période d'acquisition de 3 ans, pour le plan de remplacement Epsilon 2019 et le *Special retention plan* 2019.

/ Mouvements sur plans d'actions gratuites Publicis Groupe au cours du 1^{er} semestre 2020

	1^{er} semestre 2020
Nombre d'actions restant à livrer au 1 ^{er} janvier 2020	4 595 712
Actions attribuées dans le cadre des plans mis en place au 1 ^{er} semestre	585 503
Livraisons d'actions du premier semestre	(1 325 076)
Actions attribuées devenues caduques au premier semestre	(508 412)
Attributions provisoires au 30 juin 2020	3 347 727

/ Détermination de la juste valeur des actions gratuites Publicis Groupe attribuées au cours du premier semestre 2020

Actions gratuites	Sapient 2020 (4 ans)	Sapient 2020 (3 ans) ⁽¹⁾
Date du Directoire	19/05/2020	19/05/2020
Nombre d'actions attribuées à l'origine	240 208	345 295
Valorisation initiale de l'action attribuée (moyenne pondérée, en euros)	22,18	21,35
Prix de l'action à la date d'attribution (en euros)	26,00	26,00
Période d'acquisition (en années)	1 à 4	3

(1) Actions conditionnelles soumises à la réalisation d'objectifs fixés pour les années 2020 à 2022.

Impact des plans de souscription ou d'achat d'actions et plans d'actions gratuites sur le résultat

Au total, l'impact sur le compte de résultat du 1^{er} semestre 2020 de ces plans s'élève à 28 millions d'euros hors impôt et charges sociales contre 37 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2019.

Pour ce qui est des plans d'actions attribuées sous condition de performance et dont les performances n'ont pas encore pu être mesurées de façon définitive au 30 juin 2020, la probabilité d'atteinte des objectifs retenue pour les comptes du premier semestre 2020 est la suivante :

- ▶ pour les plans de performance mesurée sur un an, au titre de la performance 2020 :
 - plans de performance Sapient 2018, 2019 et 2020 : 100 %,
 - plan de remplacement Epsilon 2019-2021 : 100 %,
 - plan spécial de rétention 2019 : 100 % ;
- ▶ pour les plans de performance mesurée sur trois ans, au titre de la performance de la période de trois ans :
 - plan LTIP 2019-2021 Directoire : 100 %.

Note 20 Informations relatives aux transactions avec les parties liées

Au cours du premier semestre 2020, aucune transaction avec des parties liées n'a été conclue.

Note 21 Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture n'a été identifié.

**RAPPORT
DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION
FINANCIÈRE
SEMESTRIELLE 2020**



Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- ▶ l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Publicis Groupe, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- ▶ la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre Directoire le 20 juillet 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la Direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité établi le 20 juillet 2020 commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 23 juillet 2020

Les commissaires aux comptes

Mazars

Ernst & Young et Autres

Olivier Lenel

Ariane Mignon

Nicolas Pfeuty

Valérie Desclève

**ATTESTATION
DU RESPONSABLE
DU DOCUMENT**





J'atteste, en ma qualité de Président du Directoire de Publicis Groupe, qu'à ma connaissance les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé arrêtés au 30 juin 2020 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation de Publicis Groupe et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Arthur Sadoun
Président du Directoire de Publicis Groupe

Conception & réalisation  LABRADOR +33 (0)1 53 06 30 80
INFORMATION DESIGN



e-accessibility®

La version numérique de ce document est conforme aux normes pour l'accessibilité des contenus du Web, les WCAG 2.0, et certifié ISO 14289-1. Son ergonomie permet aux personnes handicapées moteurs de naviguer à travers ce PDF à l'aide de commandes clavier. Accessible aux personnes déficientes visuelles, il a été balisé de façon à être retranscrit vocalement par les lecteurs d'écran, dans son intégralité, et ce à partir de n'importe quel support informatique. Enfin, il a été testé de manière exhaustive et validé par un expert non-voyant.

Version e-accessible par 



Publicis Groupe SA

Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance au capital de 96 285 195 euros
Siège social : 133 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris – 542 080 601 RCS Paris